JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé. Les abonnements et annonces sont payables d'avance. La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	
Prix du Numéro par porteur ou par Poste :					
Togo, France et autres pays d'expression française 100 frs					
Etranger : Port en sus					

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1988

- 4 nov. — Décret n° 88-167 portant création, composition et attributions de la commission du contentieux des changes 3
- 16 déc. — Décret n° 88-191 portant nomination d'un huissier de justice dans le ressort de la cour d'Appel de Lomé. 4
- 16 déc. — Décret n° 88-192 ordonnant extradition. 4
- 20 déc. — Décret n° 88-195 relevant de ses fonctions le directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale. 4

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1988

- 9 nov. — Arrêté interministériel n° 123/INT-MEF autorisant le transfert du casino Africa. 4
- 23 nov. — Arrêté n° 126/INT autorisant les imprimeries ATP (agence togolaise de publicité et éditions) et GIM (grande imprimerie moderne du Togo) à reprendre leurs activités 5
- Arrêtés portant admissions à la retraite. 5

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1988

- Décision n° 1105/MEF rapportant la décision n° 299/MFE du 18 mars 1972. 9
- 22 nov. — Décision n° 1122/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la régie nationale des eaux du Togo (R.N.E.T.). 5
- 22 nov. — Décision n° 1123/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'union interparlementaire (U.I.). 5
- 22 nov. — Décision n° 1124/MEF/FCS portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'équipement et des postes et télécommunications. 8
- 22 nov. — Décision n° 1125/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'indemnités pour réparation de dommages. 5
- 22 nov. — Décision n° 1127/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du directeur du garage central et des permis de conduire. 8
- 23 nov. — Décision n° 1133/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la compagnie énergie électrique du Togo (C.E.E.T.). 5
- 23 nov. — Décision n° 1134/MEF/FCS accordant une subvention aux comités de langues nationales. 9
- 23 nov. — Décision n° 1136/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme aux fonds des Nations-Unies pour les activités en matière de population (FNUAP). 6
- 23 nov. — Décision n° 1137/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'intérieur 8
- 23 nov. — Décision n° 1138/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de maître Ahiin Kuadjo KOMLAN. 6
- 23 nov. — Décision n° 1139/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'intérieur 8
- 28 nov. — Décision n° 1152/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'office des Nations Unies à Genève « centre pour les droits de l'homme » 6
- 8 déc. — Décision n° 1187/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'environnement et du tourisme. 8
- 8 déc. — Décision n° 1188/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre du commerce et des transports. 8

8 déc. — Décision n° 1190/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de maître Ahlin Kuadjo KOMLAN.	6
8 déc. — Décision n° 1191/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge du Croissant Rouge (LSCR et CR).	6
8 déc. — Décision n° 1192/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du groupement togolais d'assurances (GTA).	6
8 déc. — Décision n° 1193/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine	8
8 déc. — Décision n° 1194/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la régie nationale des eaux du Togo (RNET).	6
8 déc. — Décision n° 1195/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la compagnie énergie électrique du Togo (CEET).	6
8 déc. — Décision n° 1196/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au « groupe d'observateurs militaires des Nations-Unies pour l'Iran et l'Irak » (G.O.M.N.-U.I.I.).	7
8 déc. — Décision n° 1197/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'office international des épizooties (O.I.E.).	7
8 déc. — Décision n° 1198/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du trésorier-payeur.	8
8 déc. — Décision n° 1199/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la régie nationale des eaux du Togo (R.N.E.T.).	7
8 déc. — Décision n° 1200/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la compagnie énergie électrique du Togo (CEET).	7
8 déc. — Décision n° 1202/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la « force des Nations-Unies chargée d'observer le dégagement (F.N.U.O.D.) »	7
8 déc. — Décision n° 1204/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de maître BRUCE B. Kodjo.	7
12 déc. — Décision n° 1219/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au garage central administratif.	8
12 déc. — Décision n° 1220/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la « force intérimaire des Nations-Unies au Liban (F.I.N.U.L.) ».	7
12 déc. — Décision n° 1221/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'association des Croix-Rouge et Croissant-Rouge d'Afrique francophone (A C R O F A)	7
Arrêtés portant nominations.	9

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1988	
25 nov. — Décision n° 161/MCT définissant les conditions d'application de l'arrêté n° 4/MCT du 30 juin 1989 portant libéralisation des produits soumis au monopole de la SONACOM.	9
Arrêtés portant nominations.	10

MINISTERE DE LA JUSTICE — GARDE DES SCEAUX

1988	
Arrêté portant nomination.	10

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés portant intégrations, titularisations, détachements, nominations, absences irrégulières, révocations, licenciement, rappels à l'activité, sanction disciplinaire, reprise de fonctions, arrêté rapporté portant retard à l'avancement de grade, admissions à la retraite, rectificatifs à de précédents arrêtés portant admissions à la retraite.	10
--	----

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1988	
17 nov. — Arrêté interministériel n° 15/MEPT/MCT fixant les tarifs de vente de l'eau au Togo.	15

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION FEMININE

1988	
17 nov. — Décision interministérielle n° 255/MSPASCF/MENRS portant ouverture du concours d'internat en médecine du CHU de Lomé et des centres hospitaliers régionaux	15
Décision portant nomination.	16

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1988	
8 juin — Arrêté n° 42/MENRS portant création d'une commission d'étude de création de l'institut des langues au Togo	16
18 oct. — Décision interministérielle n° 160/MENRS/METFP fixant les dates des congés scolaires pour l'année universitaire 1988-1989.	17
18 oct. — Décision n° 161/MENRS fixant les dates des compositions trimestrielles pour l'année universitaire 1988-1989.	17
Décisions portant exclusions, suspension et blâme.	17
Arrêtés portant autorisation d'ouverture provisoire d'écoles, nomination et rectificatif à un précédent arrêté portant admission définitive.	17

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Arrêté portant nomination.	19
---------------------------------	----

MINISTERE DU PLAN ET DES MINES

9 déc. — Décision n° 250/MPM/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du trésorier-payeur.	19
9 déc. — Décision n° 251/MPM/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du trésorier-payeur.	19
9 déc. — Décision n° 252/MPM/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du trésorier-payeur.	19

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

Arrêté portant nomination.	19
---------------------------------	----

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT

Arrêté portant nomination.	19
---------------------------------	----

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1988	
14 nov. — Arrêté n° 76/PR/MSPASCF portant attribution de Licence d'exploitation d'une officine de pharmacie.	20
16 nov. — Arrêté n° 77/PR/MSPASCF portant attribution de Licence d'exploitation d'une officine de pharmacie.	20

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1988	
8 nov. — Arrêté n° 651/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gneni Djobo Fousséni.	20
8 nov. — Arrêté n° 652/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Idrissou Assoumanou.	20
8 nov. — Arrêté n° 653/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Naboudja Momah.	20
8 nov. — Arrêté n° 654/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu Adabrah Komi.	21
8 nov. — Arrêté n° 655/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ayéba Kpona.	21
28 nov. — Arrêté n° 692/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. N'Gbate Kpinsi.	21
28 nov. — Arrêté n° 693/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu Kaffi Kouma.	22

28 nov. — Arrêté n° 694/MEF/CR modifiant le taux de la majoration pour enfants.	22
28 nov. — Arrêté n° 695/MEF/CR portant concession de pensions à l'ayant-cause de feu Kadenga Yao.	22
28 nov. — Arrêté n° 696/MEF/CR portant révision de la pension de retraite à M. Sonhaye Kondi.	22
28 nov. — Arrêté n° 697/MEF/CR portant modification de taux de majoration pour enfants.	22
28 nov. — Arrêté n° 698/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu Alleh Atti Oupré.	22
28 nov. — Arrêté n° 699/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Madjamdo Salo-Sardji.	23
6 déc. — Arrêté n° 702/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Koffi-Tessio Comlan.	23
7 déc. — Arrêté n° 703/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Mouzou K. Patchana.	23
7 déc. — Arrêté n° 704/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu Wella Sogoyou.	23
7 déc. — Arrêté n° 705/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Adam Assoumanou.	24
7 déc. — Arrêté n° 706/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. de Souza Kowovi.	24
7 déc. — Arrêté n° 707/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kamouki Tchao.	24
7 déc. — Arrêté n° 708/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Huémissan Agossé Altoussé.	24
7 déc. — Arrêté n° 709/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu Abotsi Komlan.	25
7 déc. — Arrêté n° 710/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kolani Bagnargou.	25
7 déc. — Arrêté n° 711/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu Pekemsi Ankou.	25
7 déc. — Arrêté n° 712/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu Mensah-Assiakoley Komessan Fafa.	25
7 déc. — Arrêté n° 713/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kombaté Kpiélibé.	26
7 déc. — Arrêté n° 714/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Awizoba Alababani.	26
7 déc. — Arrêté n° 715/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Atafai Abalo.	26
Rectificatif à de précédents arrêtés portant concession d'une pension de retraite.	26
Arrêtés portant approbation de rôles.	27
MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	
Arrêté portant admission aux concours directs.	30
Additif à un précédent arrêté portant admission aux concours.	30
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	
Arrêté portant admission définitive.	30

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 88-167 du 4 novembre 1988 portant création, composition et attributions de la commission du contentieux des changes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu la constitution notamment en son article 15,
Vu la loi n° 88-5 du 26 mai 1988 relative au contentieux des infractions au contrôle des changes notamment en son article 17,

Vu le décret n° 87-24 du 12 mars 1987 portant restructuration du gouvernement,

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — En application de l'article 17 de la loi n° 88-05 du 26 mai 1988 relative au contentieux des infractions au contrôle des changes, il est créé une commission du contentieux des changes qui se compose des membres suivants nommés par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Président : Le procureur de la République

Membres : — Trois représentants du ministère de l'économie et des finances

— Le directeur de la sûreté nationale ou son représentant,

— un représentant du ministère du commerce et des transports,

— Le directeur national de la banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) ou son représentant,

— Un représentant de la chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture,

— Un représentant de l'association professionnelle de banques et établissements financiers

La commission peut appeler à siéger, toutes personnes ayant une compétence particulière sur une ou plusieurs questions inscrites à l'ordre du jour.

L'agence nationale de la BCEAO assure le secrétariat de la commission.

Art. 2 — La commission se réunit sur instruction du ministre chargé des finances ou sur convocation de son président ou en l'absence du président, à la demande de tout membre de la commission, préalablement acceptée par le ministre chargé des finances.

Elle examine les demandes de transaction en matière d'infraction à la législation des changes portant sur une somme supérieure ou égale à cinq cent mille (500.000) francs CFA ainsi que les requêtes expresses formulées par l'auteur d'une infraction à la réglementation des changes.

Art. 3 — Lorsqu'elle est saisie d'une demande de transaction, la commission invite l'auteur à produire, dans un délai de quinze (15) jours, les faits qu'il juge utiles pour appuyer sa demande et à présenter ses observations orales à la séance où il sera convoqué.

Art. 4 — Les délibérations de la commission n'ont aucun pouvoir exécutoire, mais constituent des avis destinés à l'information du ministre chargé des finances, lequel est seul habilité à prendre des décisions en la matière.

Art. 5 — Semestriellement, la commission élabore à l'intention du ministre chargé des finances, un rapport sur les conditions dans lesquelles les transactions ont été conclues. A cette fin, elle procède aux enquêtes nécessaires

auprès des différents corps intervenant dans la constatation des infractions à la législation des changes sans que le secret professionnel puisse lui être opposé.

Art. 6 — Les ministres de l'économie et des finances, de la justice, de l'intérieur et du commerce et des transports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 4 nov. 1988
Général Gnassingbé EYADEMA.

DECRET N° 88-191 du 16 décembre 1988 portant nomination d'un huissier de justice dans le ressort de la cour d'appel de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire, modifiée par la loi n° 81-3 du 30 mars 1981 ;

Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des magistrats qui y sont affectés ;

Vu l'arrêté n° 277/AP du 30 janvier 1932 portant réglementation de la profession d'huissier de justice, modifié et complété par l'arrêté n° 79/PM/MJ du 27 mars 1959 ;

Vu le décret n° 86-2 du 6 janvier 1986 créant six nouvelles charges d'huissier de justice dans le ressort de la cour d'appel de Lomé ;

Vu la requête de l'intéressé et les pièces réglementaires produites ;

DECRETE :

Article premier — M. Agoh Kodjovi Ogbonkotan, capacitaire en droit, ancien clerc d'huissier, est nommé dans le ressort de la Cour d'appel de Lomé et titulaire de la huitième charge d'huissier de justice de Lomé.

Art. 2 — Il devra justifier du versement à la caisse de dépôts et consignations d'un cautionnement de cinquante mille (50.000) francs cfa avant d'être admis à prêter serment devant la Cour d'Appel.

Art. 3 — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 16 décembre 1988
Général G. EYADEMA

DECRET N° 88-192 du 16 décembre 1988 ordonnant extradition.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu la loi du 10 mars 1927 relative à l'extradition des étrangers ;

Vu le décret du 17 avril 1928 fixant la procédure et les effets de l'extradition ;

Vu la demande d'extradition présentée par les autorités suisses à l'encontre de Hubacher Hans Peter ;

Vu l'arrêté n° 21 du 14 décembre 1988 de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lomé.

DECRETE :

Article premier — Le nommé Hubacher Hans Peter, né le 20 septembre 1938 à Aarburg/AG, fils de Hans et de Rosa Hofmann, de nationalité Suisse, mécanicien-auto à Lomé, détenu suivant mandat d'arrêt en date du 14 novembre 1988 décerné par le Parquet du canton d'Argovie et mis en exécution le 14 décembre 1988 sous la prévention de délits répétés et continus contre la loi fédérale sur les stupéfiants et violation d'une obligation d'entretien, délits prévus et punis par la législation togolaise, sera extradé et remis aux autorités Suisses compétentes à Lomé à la prochaine date arrêtée entre le gouvernement de l'Etat requérant et le gouvernement de l'Etat requis.

Art. 2 — Les frais de transports de l'intéressé et de son escorte au départ de Lomé seront pris en charge par le gouvernement Suisse.

Art. 3 — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le ministre des affaires étrangères et de la coopération sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Fait à Lomé le 16 Décembre 1988
Général G. EYADEMA

DECRET N° 88-195 du 20 décembre 1988 relevant de ses fonctions le directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution,

Vu l'ordonnance n° 39 du 12 novembre 1973, instituant un code de sécurité sociale, notamment en son article 8,

DECRETE :

Article premier — M. Nangbob Barnabo, cadre de banque, directeur général de la caisse nationale de Sécurité Sociale, est relevé de ses fonctions.

Art. 2 — Le présent décret prend effet à la date de sa signature, sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 20 Décembre 1988
Général G. EYADEMA

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Transfert d'un CASINO

Arrêté interministériel n° 123/INT-MEE du 9-11-88
— Est autorisé le transfert provisoire du casino africa de

Phôtel tropicana à l'hôtel du Golfe sis au 5, rue du commerce à Lomé.

La durée du transfert est fixée à douze mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

L'arrêté n° 1/INT-MFE du 8 mai 1972 et son rectificatif N° 1 du 27 décembre 1973 sont toujours applicables au casino africa.

Autorisation aux Imprimeries

Arrêté n° 126/INT du 23-11-88 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés N° 73/INT et 74/INT des 28 et 29 juillet 1988 portant fermeture respectivement des imprimeries ATP (agence togolaise de publicité et éditions) et GIM (grande imprimerie moderne du Togo).

Les imprimeries ATP (Agence togolaise de publicité et éditions) B.P. 1194, avenue de la victoire, Lomé-Togo et GIM (grande imprimerie moderne du Togo), 32, avenue Nicolas Grunitzky (face avenue des nimes angle BTD). B.P. 96 Lomé-Togo, sont autorisées à reprendre leurs activités.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Retraite

Arrêté n° 128/INT/CGP du 5-12-88 — Le gardien de préfecture de 1° classe Bedekpena Bataké mle 925 du détachement de Bassar est admis à faire valoir ses droits à la retraite après 20 ans de services effectifs, pour compter du 10 janvier 1989.

Dans la limite de ses droits, il pourra prétendre à un congé libérable valable du 10 novembre 1988 au 9 janvier 1989 inclus, délai de route compris avec solde de présence et pourra bénéficier de la gratuité de transport pour lui et sa famille en vue de rejoindre son foyer.

L'intéressé sera rayé des contrôles du corps des gardiens de préfecture pour compter du 10 janvier 1989.

Arrêté n° 129/INT/CGP du 5-12-88 — A compter du 1er janvier 1989, le gardien de préfecture de 1° classe Kpizia Toï Mle 567 du détachement de Bliita sera mis à la retraite pour ancienneté de service.

Dans la limite de ses droits, il bénéficiera d'un congé libérable de trois (3) mois valable du 1er octobre au 30 décembre 1988 inclus, délai de route compris avec solde de présence et pourra bénéficier de la gratuité de transport pour lui et sa famille en vue de rejoindre son foyer.

L'intéressé sera rayé des contrôles du corps des gardiens de préfecture le 1er janvier 1989.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Autorisations de paiement

Décision n° 1122/MEF/FCS du 22-11-88 — Est autorisé le paiement au profit de la régie nationale des eaux du Togo (R.N.E.T), de la somme de Quarante six

millions cinq cent cinquante trois mille neuf cent trente (46.553.930) francs CFA, représentant le règlement des factures de fourniture d'eau potable aux collectivités locales pour le mois de juin 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 184-D dans les écritures du trésorier — payeur.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 61, article 07-21, paragraphe 41 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1123/MEF/FCS du 22-11-88 — Est autorisé le paiement de la somme de deux millions sept cent cinquante trois mille (2.753.000) francs CFA, représentant la contribution du Togo au budget de l'union inter-parlementaire (U.I.) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 178.217-01-00 ouvert à Lloyds Bank, 1, place Bel Air 1211 Genève 11 — Suisse.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1125/MEF du 22-11-88 — Est autorisé le paiement des indemnités pour réparation des dommages causés à la suite des opérations d'urbanisme pour l'élargissement du boulevard du RPT, ancienne route Kpalimé, au profit de :

Akpabie Adoté	9.928.764
N'Guissan Ouataro Komlan	19.138.601
Koulahou Koffi	4.732.228
	<u>33.799.593</u>

Le montant de l'indemnisation est arrêté à la somme de trente trois millions sept cent quatre vingt dix neuf mille cinq cent quatre vingt treize (33.799.593) francs

La dépense est imputable au compte hors budget n° 902-44 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo, CF N° 13 du 30 mars 1988.

Le directeur des finances et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 1133/MEF/FCS du 23-11-88 — Est autorisé le paiement au profit de la compagnie énergie électrique du Togo (CEET), de la somme de cinq millions dix neuf mille neuf cent soixante dix (5.019.970) francs CFA, représentant le règlement des factures de fournitures de courant électrique aux communes et préfectures pour le mois de juin 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 3160012447 ouvert à l'union togolaise de banque (U.T.B.) Lomé au nom de la CEET.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 61, article 07-21, paragraphe 42 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1136/MEF/FCS du 23-11-88 — Est autorisé le paiement de la somme de trois millions (3.000.000) de francs CFA, représentant la contribution volontaire du Togo aux fonds des Nations-Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 36 400 115 R ouvert à la B.I.A.O. Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1138/MEF/FCS du 23-11-88 — Est autorisé le paiement de la somme de cent cinq mille neuf cent trente (105.930) francs CFA, représentant le montant des honoraires et frais dus par l'Etat togolais à maître Ahlin Kuadjo Komlan, avocat au cabinet de maître Bruce dans l'affaire de l'accident de circulation causé le 27 mars 1987 par le véhicule RTG 5729 conduit par le nommé Dalakena Alahu.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9036005920176 ouvert à la B.T.C.I. Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1152/MEF/FCS du 28-11-88 — Est autorisé le paiement, au profit de l'office des Nations Unies à Genève « centre pour les droits de l'homme », de la somme de quatre vingt seize mille (96.000) francs CFA soit 300 dollars EU, représentant la contribution du Togo au comité contre la torture et autres peines au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte UN Genève General Fund N° 4, account N° 183547-01-10 Lloyds Bank ple, 1 place Bel-Air, 1211 Genève 11 (Suisse).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (contributions imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1190/MEF/FCS du 8-12-88 — Est autorisé le paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, représentant le montant des honoraires dus par l'Etat togolais à maître Ahlin Kuadjo Komlan, avocat au cabinet de maître Bruce dans l'affaire de l'accident de circulation causé le 5 octobre 1987 par le véhicule automobile RTG 7209 conduit par le nommé N'Dim Bisse Banadou.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9036005920176 ouvert à la BTCL, rue du commerce Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1191/MEF/FCS du 8-12-88 — Est autorisé le paiement de la somme de un million vingt neuf mille (1.029.000) francs, soit 5 145 francs suisses, représentant la contribution du Togo au budget de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (LSCR et CR) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° CHF/USD 128.346 ouvert à la société de banque suisse, Genève.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1192/MEF/FCS du 8-12-88 — Est autorisé le paiement au profit du groupement togolais d'assurance (G.T.A.), de la somme de quatre millions cinq cent trente deux mille deux cent quarante cinq (4.532.245) francs CFA, représentant le montant de la prime de régularisation d'assurance « individuelle-accidents-groupe » police n° 5.076, suivant avenant n° 64.733/25 pour une période d'une année, allant du 1er juin 1987 au 31 mai 1988 inclus, souscrite par l'Etat togolais pour couvrir ses agents en mission officielle.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 550147 ouvert à la B.T.C.I. Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1194/MEF/FCS du 8-12-88 — Est autorisé le paiement au profit de la régie nationale des eaux du Togo (RNET), de la somme de trente six millions sept cent trente et un mille cent dix (36.731.110) francs CFA, représentant le règlement des factures de fourniture d'eau potable aux collectivités locales pour le mois d'août 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 184-D ouvert dans les écritures du trésorier-payeur.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988 section 07, chapitre 61, article 07-21, paragraphe 41 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1195/MEF/FCS du 8-12-88 — Est autorisé le paiement au profit de la compagnie énergie électrique du Togo (CEET), de la somme de cinq millions six cent quarante et un mille sept cent soixante deux (5.641.762) francs CFA, représentant le règlement des factures de fournitures de courant électrique aux communes et préfectures pour le mois de juillet 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 3160012447 ouvert à l'union togolaise de banque (U.T.B.) Lomé au nom de la C.E.E.T.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 61, article 07-21, paragraphe 42 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1196/MEF/FCS du 8-12-88 — Est autorisé le paiement de la somme de deux cent vingt deux mille six cents (222.600) francs CFA soit 700 dollars E.U. représentant la contribution du Togo au « Groupe d'Observateurs militaires des Nations-Unies pour l'Iran et l'Irak » (G.O.M.N.U.I.I.) pour la période allant du 9 août au 8 novembre 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 015-008320 ouvert à la CHEMICAL BANK, United Nations Branch, New York N.Y. 10017-U.S.A.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (ligne contributions imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1197/MEF/FCS du 8-12-88 — Est autorisé le paiement de la somme de deux millions cent trente mille (2.130.000) francs CFA soit quarante deux mille six cents (42.600) francs français, représentant la contribution du Togo à l'office international des épizooties (O.I.E.) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 45 045-02 ouvert au crédit industriel et commercial (C.I.C.) agence 0.54, rue de Prony, 75017 Paris.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1199/MEF/FCS du 8-12-88 — Est autorisé le paiement au profit de la régie nationale des eaux du Togo (RNET), de la somme de quarante trois millions sept cent deux mille sept cent soixante dix (43.702.770) francs CFA, représentant le règlement des factures de fourniture d'eau potable aux collectivités locales pour le mois de juillet 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 184-D ouvert dans les écritures du trésorier-payeur.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 61, article 07-21, paragraphe 41 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1200/MEF/FCS du 8-12-88 — Est autorisé le paiement au profit de la compagnie énergie électrique du Togo (CEET), de la somme de six millions quatre cent soixante sept mille quatre vingt dix neuf (6.467.099) francs CFA, représentant le règlement des factures de fourniture de courant électrique aux communes et préfectures pour le mois de mai 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 3160012447 ouvert à l'union togolaise de banque (U.T.B.) Lomé au nom de la CEET.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 61, article 07-21, paragraphe 42 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1202/MEF/FCS du 8-12-88 — Est autorisé le paiement de la somme de un million six cent quarante et un mille huit cent trente quatre (1.641.834) francs CFA soit 5 163 dollars E.U., représentant la contribution du Togo à la « force des Nations-Unies chargée d'observer le dégagement (F.N.U.O.D) » pour les périodes allant du 1er — 6 au 30 — 11 — 87, du 1er — 12 — 87 au 31-5-88 et du 1er — 6 — au 30 — 11 — 88.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 015-003639 ouvert à la CHEMICAL BANK, United Nations Branch, New York N.Y. 10017 — USA.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988 section 07, chapitre 83, article 0000, paragraphe 99 (lignes FUNU et imprévus) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1204/MEF/FCS du 8-12-88 — Est autorisé le paiement de la somme de cent six mille cent (106.100) francs CFA, représentant le montant des honoraires et frais dus par l'Etat togolais à maître Bruce B. Kodjo dans l'affaire de l'accident de circulation causé le 10 juin 1986 à Aka (préfecture de Wawa) par un tracteur du génie rural conduit par le nommé Badjola Tankawara.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9036005920176 ouvert à la B.T.C.I., rue du Commerce Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1220/MEF/FCS du 12-12-88 — Est autorisé le paiement de la somme de quatre millions cent deux mille deux cents (4.102.200) francs CFA soit 12.900 dollars E.U., représentant la contribution du Togo à la « force intérimaire des Nations Unies au Liban (FI-NUL) pour les périodes allant du 1er février 1988 au 31 juillet 1988, du 1er août au 31 décembre 1988 pour un montant de 3 057 dollars E.U., et les arriérés au 31 juillet 1988 pour 9 843 dollars E.U.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 015-001458 ouvert à la CHEMICAL BANK, United Nations Branch New York N.Y. 10017 U.S.A.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00 paragraphe 99 (lignes FUNU et imprévus) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1221/MEF/FCS du 12-11-88 — Est autorisé le paiement de la somme de deux millions cent cinquante huit mille quatre cent soixante seize (2.158.476) francs CFA, représentant les arriérés des contributions du Togo à l'association des Croix-Rouge et Croissant-Rouge d'Afrique francophone (ACROFA) pour la période de 1983 à 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 77002057 ouvert à la B.T.C.I.S. à Sandaga Dakar-Sénégal.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (lignes ACROFA LSCR et CR) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Autorisations de déblocage de crédits

Décision n° 1124/MEF/DCO du 22-11-88 — Il est mis à la disposition du ministre de l'équipement et des postes et télécommunications au profit de la direction générale de l'urbanisme et de l'habitat, un crédit de quatre millions vingt trois mille cent (4.023.100) francs CFA pour poursuivre le paiement des salaires du personnel temporaire au titre de la gestion 1988.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1127/MEF/DCO du 22-11-88 — Il est mis à la disposition du directeur du garage central administratif et des permis de conduire un crédit de deux millions trois cent sept mille six cent cinquante (2.307.650) francs CFA pour l'organisation du séjour des membres du jury des examens de permis de conduire en déplacement à l'intérieur du pays, et l'apurement des factures d'hébergement de mai 1988 à Sokodé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1137/MEF/DCO du 23-11-88 — Il est mis à la disposition du ministre de l'intérieur, un crédit de quatre millions cinq cent mille (4.500.000) francs CFA pour l'organisation d'une tournée conjointe avec son collègue de la République Populaire du Bénin du 16 au 21 octobre 1988.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1139/MEF/DCO du 23-11-88 — Il est mis à la disposition du ministre de l'intérieur au profit du préfet de l'Oti la somme de sept cent vingt mille (720.000) francs CFA pour couvrir les frais d'assistance des hôtes du gouvernement togolais au cours de l'année 1988.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1187/MEF/DCO du 8-12-88 — Il est mis à la disposition du ministère de l'Environnement et du Tourisme, un crédit de neuf millions cent vingt trois mille six cents (9.123.600) francs CFA pour couvrir les frais de participation du Togo aux « Tour Amsterdam » (Hollande) du 13 au 15 décembre 1988, Salon Mondial

du Tourisme et des vacances de Paris du 16 au 22 février 1989 et à la Bourse Internationale du Tourisme de Milan du 22 au 26 février 1989.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. Tazzou Kokou, régisseur — comptable de l'office national togolais du tourisme qui est tenu de fournir, dans le délai réglementaire de 30 jours, les pièces justificatives afférentes au paiement des dépenses à l'Ordonnateur-délégué du budget général du Togo.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section, 39, chapitre 92, article 00-00 paragraphe 65.

Décision n° 1188/MEF/DCO du 8-12-88 — Il est mis à la disposition du Ministre du Commerce et des Transports, un crédit de deux millions quatre vingt dix mille (2.090.000.) francs CFA pour liquider la facture des divers documents d'immatriculation et de mutation.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07 21, paragraphe 99 (provision pour régularisation des dépenses des gestions antérieures).

Décision n° 1193/MEF/DCO du 8-12-88 — Il est mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine, un crédit de deux millions deux cent soixante deux mille (2.262.000) francs CFA pour couvrir les divers frais occasionnés par l'organisation des concours d'entrée aux écoles nationales des sages femmes et des auxiliaires médicaux.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62 article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1198/MEF/DCO du 8-12-88 — Il est mis à la disposition du trésorier-payeur, un crédit de un million quatre cent dix neuf mille trois cent soixante (1.419.360) francs CFA pour régulariser les frais pris en charge, lors des missions officielles en Europe relatives aux négociations bilatérales dans le cadre du 6e club de Paris.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00 paragraphe 99 (conférences internationales) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1219/MEF/DCO du 12-12-88 — Il est mis à la disposition du garage central administratif, un crédit de trente millions (30.000.000) de francs CFA pour l'achat de carburant pour les véhicules des services.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21 paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Subvention

Décision n° 1134/MEF/FCS du 23-11-88 — Une subvention de dix millions (10.000.000) de francs CFA est accordée aux comités de langues nationales au titre de l'année 1988.

Cette somme sera répartie en parts égales de cinq millions (5.000.000) de francs CFA et virée aux comptes n°s 167 et 173 ouverts au trésor public respectivement aux noms de chacun des deux comités de langues Kabyè et Ewé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 27, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision rapportée

Décision n° 1105/MEF du 17-11-88 — Est et demeure rapportée la décision n° 299/MFE du 18 mars 1972 fixant le montant annuel de location des terrains pour l'installation du périmètre maraîcher d'Agoényivé.

La présente décision a effet pour compter du 1er janvier 1988.

Arrêté n° 691/MEF/DF/DAE du 28-11-88 — M. Gnonfou Komlanvi, n° mle 002418-C, agent permanent de 4e catégorie H.E. précédemment agent intermédiaire à la préfecture du golfe est nommé agent spécial de Vogan en remplacement de M. Kwassi Bakoanème décédé.

M. Folly Yawo Edoh, n° mle 014742-G, agent permanent de 2e catégorie hors échelle, précédemment en service à l'agence spéciale de Kpalimé, est nommé agent intermédiaire à la préfecture du golfe en remplacement de M. Gnonfou Komlanvi.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 700/MEF/SG du 29-11-88 — M. Akpo Kandan, n° mle 012 549-F, sous-bibliothécaire de 1re classe 2e échelon, en service à la direction des affaires communes, est nommé chef de division par intérim de la division du centre d'information, de documentation et des archives.

Le traitement de M. Akpo reste supporté par la rubrique 07-11 du budget général.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 701/MEF du 29-11-88 — M. Koudoyor Folly Domefa, inspecteur central du trésor de 3e classe, 1er échelon, est nommé deuxième fondé de pouvoirs du trésorier-payeur en remplacement de M. Sakibou Idrissou, admis à la retraite.

M. Aekim Tchadou, inspecteur du trésor de 2e classe, 4e échelon est nommé troisième fondé de pouvoirs du trésorier-payeur.

Le trésorier-payeur est chargé de l'application du présent arrêté.

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

DECISION N° 161/MCT du 25 novembre 1988 définissant les conditions d'application de l'arrêté n° 04/MCT du 30 juin 1988 portant Libéralisation des Produits soumis au monopole de la SONACOM.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Vu la constitution notamment en son article 21 ;

Vu l'ordonnance n° 88-04 du 27 juin 1988 portant libéralisation des produits soumis au monopole de la SONACOM ;

Vu le décret n° 80-184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;

Vu l'arrêté n° 04/MCT du 30 juin 1988 portant libéralisation des produits soumis au monopole de la SONACOM ;

DECIDE

Article premier — Peut être détentrice d'un agrément spécifique pour importer au Togo les produits antérieurement sous monopole de la SONACOM (sucre, riz, lait, alcool, tabacs), toute société régulièrement installée et répondant aux critères cumulatifs ci-après.

- tenue de comptabilité saine ;
- respect scrupuleux des obligations douanières et fiscales ;
- disposition d'une surface financière appréciable ;
- expérience dans les domaines concernés ;
- bon niveau d'investissement dans le pays ;
- capacité de distribution à l'intérieur du pays ;
- capacité de création d'emplois.

Art. 2 — L'approvisionnement du marché se fera conformément aux pratiques commerciales organisant le circuit de distribution en grossistes, semi-grossistes et détaillants.

Art. 3 — Chaque société importatrice grossiste désignera librement ses distributeurs semi-grossistes selon ses convenances et suivant des critères de quantité minimale à enlever.

Les relations entre les semi-grossistes et les détaillants seront régies par les mêmes principes.

Art. 4 — Pour l'ensemble des produits libéralisés (riz, sucre, lait tabacs, alcools), le système des péréquation des prix sera maintenu afin de permettre à chaque société importatrice de pratiquer des prix uniformes sur l'étendue du territoire national.

Art. 5 — Chaque société importatrice se charge à son niveau :

1°) de collecter les recettes de la péréquation suivant les quantités vendues au regard du taux retenu dans la structure de prix ;

2°) d'effectuer les débours correspondant aux frais de transports payés sur la base de documents justificatifs ;

3°) de verser trimestriellement le reliquat (s'il est positif) à un compte de péréquation ouvert dans une banque commerciale par le Ministère du Commerce et des Transports. En cas de reliquat négatif, la société conserve un avoir sur le compte péréquation à valoir sur les décomptes futurs.

— Toute société agréée qui ne se conformera pas à la réglementation commerciale en vigueur sera suspendue et dépourvue de l'agrément spécifique.

— Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente décision.

— Le directeur du commerce extérieur et le directeur du commerce intérieur, des prix et du contrôle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera enregistrée et publiée au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 25 novembre 1988,
N'Souwodji Kawo EHE.

Arrêté n° 12/MCT/SCOT du 29-11-88 — M. Gbone Yawovi, ingénieur principal d'agriculture 2e échelon, directeur des services de contrôle du conditionnement des produits du Togo, est nommé président du comité « production, recherche et qualité » de l'organisation africaine et malgache du café.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Arrêté n° 142/MCT/DCIPC du 8-11-88 — M. Epe Mawuto Kodjo, attaché d'administration de 2e classe, 4e échelon précédemment chef de l'inspection régionale du commerce intérieur, des prix et du contrôle de la Kara à KARA, est nommé chef de la division des affaires communes.

M. Weka Kodjo Nyamaku, secrétaire d'administration principal 2e échelon, précédemment chef de la division des affaires communes est nommé chef de la division du contrôle et des enquêtes économiques.

M. Nyatépé-Coo Etchri, secrétaire d'administration principal 2e échelon est nommé chef de la division de la formation et de l'homologation des prix.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Promotion

Arrêté n° 20/MJ/CAB du 17-11-88 — M. Missiamenou Anani, magistrat du 2e grade 3e échelon, est nommé conseiller technique au ministère de la Justice.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Intégrations

Arrêté n° 933/MTFP du 2-11-88 — M. Atadoutin Amouzou Zokpo n° mle 021563-V, dessinateur projecteur ordinaire 2e échelon (catégorie C-indice 800) du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles qui a suivi avec succès une formation d'agent technique des travaux publics au centre régional

de formation pour entretien routier (CERFER) option : génie civil) à Lomé, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'adjoint technique 2e échelon (catégorie B-indice 850) à compter du 1er juillet 1988 date de reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 41, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 934/MTFP du 2-11-88 — Est rapporté en ce qui concerne Mme Klugan Massan Kékéli, épouse Ezui, n° mle 011271-H, l'arrêté n° 00572/MTFP du 10 août 1988 portant promotion.

Mme Klugan Massan Kékéli, épouse Ezui, n° mle 011271-H, adjoint administratif de 1re classe 3e échelon (catégorie C-indice 850), titulaire du diplôme d'agent de promotion sociale (option : agent de protection sociale) session de juin 1987, est intégrée dans la catégorie B en qualité d'agent de protection sociale de 2e classe 2e échelon (indice 850) à compter du 3 août 1987, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 22 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 23 août 1985, date du dernier avancement automatique de l'intéressée dans son ancien corps.

Mme Klugan Massan Kékéli, épouse Ezui, n° mle 011271-H, est élevée au 3e échelon de son grade (indice 950) à compter du 23 août 1987.

Arrêté n° 940/MTFP du 3-11-88 — Mme Gbéassor Akpé Mawuto, épouse Polo, n° mle 006432-A, institutrice de la catégorie B, échelle 1 échelon 7 (indice 480), rayée des cadres de la fonction publique béninoise et remise à la disposition du gouvernement togolais à compter du 17 juin 1987, est intégrée à compter de la même date dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement au grade d'institutrice de 1re classe 3e échelon (catégorie B-indice 1350) AC : 7 ans 1 mois 16 jours.

L'intéressée est mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

Titularisations

Arrêté n° 952/MTFP du 10-11-88 — Sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite à l'examen professionnel de titularisation organisé à Lomé les 3 et 4 novembre 1988, les candidats dont les noms suivent :

I. — CATEGORIE A2

Administration générale

1° — Amouzou Essé Aziagbedé

II. — CATEGORIE B

Administration générale.

- 1°) — Namoro Karamoco Alahassani Dâou
- 2°) — Nano Nagbandjoa
- 3°) — Baba El-Had Toherou Galibou
- 4°) — Gnagna Kodjo Awenah

- 5°) — Agbila-Dogbé Amévo Edem
- 6°) — Laogbessi Kossoua Meyebinesso
- 7°) — Adraky Koffi Mawuelon
- 8°) — Méba Afeïndou Bontchongbawi
- 9°) — Da Silveira Landjéko Ayao

ARCHIVES

- 1°) — Ameke-Koudossou Amouzou

III. — CATEGORIE C

Administration générale

- 1°) — Agbonou Amivi Essé, épouse Godonou
- 2°) — Egbessa Mabafeï Essossimna
- 3°) — Aboh Komi Tekretsi
- 4°) — Salifou Séibou
- 5°) — Bonfoh Bassabi M'ba N. Nikabou
- 6°) — Baramna-Nossa Gnamta
- 7°) — Adjogla Koffi Kowra
- 7°) — Kao Kanda Abalo
- 7°) — Ouro-Bang'na Bouwei
- 10°) — Fioklou Kokou Dzodzi Elatchè
- 11°) — Tamakloe Kodjo Mawuli
- 12°) — Tekpo Koffi Kuma
- 12°) — Banarine N. Monniyièle
- 14°) — Mayonou-Lare Damsane
- 15°) — Solitoke Pitoh
- 16°) — Bonfoh Moulanda Garkoua
- 17°) — Lassey Tété Mawutodji
- 18°) — Essoh Douhoudagni
- 19°) — Body Balabadi Mola
- 20°) — Kaman M. Tiféilé
- 21°) — Fiaty Kodjo Etolia-Hadi
- 22°) — Abah Ségnébio
- 23°) — Dogbé Komla
- 24°) — Issa Baba
- 24°) — Banipo Laali, épouse Barnabo
- 26°) — Denkey Dédé
- 26°) — Komi Kokou Eteinda
- 28°) — Efia Anku
- 29°) — Eklou Kokou
- 30°) — Adom Kokou
- 31°) — Kudema Badjassa Towunaka
- 32°) — Ywassa Yenakoma Akuavi
- 33°) — Ayeboua Ayélé, épouse Gbagba
- 33°) — Deffon Sedami, épouse Kouévi
- 35°) — Ouro-Gnaou Tallaye Tchabodjo
- 36°) — Modjro Kodjo Moutina
- 37°) — Ajavon Ayayi Zandor.

Arrêté n° 941/MTFP du 3-11-88 — Sont rapportés en ce qui concerne M. D'Almeida Amah Dosseh Agbangbazo, n° mle 030243-D, les arrêtés n°s 831/MTFP du 17 mai 1983, 1191/MTFP du 16 octobre 1984 et 11236/MTFP du 17 décembre 1986 portant titularisation et avancement automatique d'échelons.

M. d'Almeida Amah-Dosseh Agbangbazo, n° mle 030243-D, agent technique de 2e classe 1er échelon, stagiaire du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 4 août 1982 et conserve une ancienneté d'un an.

M. d'Almeida Amah-Dosseh Agbangbazo, n° mle 030243-D, agent technique de 2e classe 1er échelon est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 4-8-83 — agent technique de 2e classe 2e échelon
- 4-8-85 — agent technique de 2e classe 3e échelon
- 4-8-87 — agent technique de 2e classe 4e échelon (indice 1050).

Détachements

Arrêté n° 936/MTFP du 3-11-88 — Mme Zecchini Maria Assunta, épouse Assimadi, infirmière d'Etat de 2e classe 4e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service au ministère du commerce et des transports, est placée dans la position de détachement pour servir auprès de l'agence pour la sécurité et de la navigation aérienne (ASECNA) pour une période de cinq (5) ans, valable du 1er juin 1982 au 31 mai 1987 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de Mme Zecchini ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de l'ASECNA.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Arrêté n° 937/MTFP du 3-11-88 — Mme Zecchini Maria Assunta, épouse Assimadi, infirmière d'Etat de 2e classe 4e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, placée dans la position de détachement pour servir auprès de l'agence pour la sécurité et de la navigation aérienne (ASECNA) suivant arrêté n° 0936/MTFP du 3 novembre 1988 est maintenue dans cette position pour une nouvelle période de cinq (5) ans, valable du 1er juin 1987 au 31 mai 1992 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de Mme Zecchini ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de l'ASECNA.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Arrêté n° 953/MTFP du 10-1-88 — Il est mis fin au détachement auprès du bureau intergouvernemental pour l'informatique (I.B.I.) à Rome (Italie) de M. Degbè Messan, n° mle 007521-B, ingénieur des travaux statistiques de 1re classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de la statistique générale, précédemment en service au centre national d'études et de traitement informatiques à Lomé.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du plan et des mines.

Le présent arrêté prend effet à compter du 28 septembre 1988.

Arrêté n° 955/MTFP du 10-11-88 — M. Konlani Pakédam, n° 021221-X, technicien supérieur de 1re classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'hôtellerie et du tourisme relevant du ministère de l'environnement et du

tourisme est placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'office togolais des phosphates pour une période de cinq (5) ans, valable du 1er novembre 1988 au 31 octobre 1993 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Konlani ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo seront à la charge dudit office.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Arrêté n° 965/MTFP du 11-11-88 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile relevant du ministère du développement rural sont placés dans la position de détachement, pour servir auprès de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne (ASECNA) au Togo dans les conditions suivantes :

du 28 septembre 1981 au 31 décembre 1988 inclus

M. Eklou K. Amégan, n° mle 013902-G, assistant de la météorologie de 1re cl. 3e échelon

du 12 juillet 1982 au 31 décembre 1988 inclus

MM. Ametor Kwami, n° mle 018316-N, assistant de la météorologie de 1re cl. 3e échelon

Bitho Difalini, n° mle 026374-Q, assistant de la météorologie de 1re cl. 2e échelon.

Pendant la durée du détachement les émoluments des intéressés ainsi que la contribution complémentaire de 20 % de la caisse de retraites du Togo, seront à la charge de l'ASECNA.

Ils subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Absences irrégulières

Arrêté n° 948/MTFP du 10-11-88 — Est constatée à compter du 8 septembre 1988, l'absence irrégulière de M. Tchangan-Kao Tcha Ady, n° mle 010633-K, secrétaire d'administration principal 1er échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la direction du commerce intérieur des prix et du contrôle à Lomé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 951/MTFP du 10-11-88 — Sont rapportés les arrêtés n°s 0564 et 0565/MTFP du 5 août 1988 constatant absence irrégulière et portant rappel à l'activité de M. Gunn Kodjovi Séwavi, n° mle 013775-Z, contremaître 4e échelon du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, précédemment en service au ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Révocations

Arrêté n° 906/MTFP du 25-10-88 — M. Goumayi Yorou, n° mle 021239-Z, instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique de Yara-Yara I (préfecture d'Assoli) est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pension pour acte incompatible avec la dignité de la fonction enseignante et abandon de poste à compter du 12 septembre 1988.

Arrêté n° 925/MTFP du 2-11-88 — Adake Essohou-na, n° mle 029387-V, instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'inspection régionale de l'enseignement du deuxième degré à Sokodé, est révoqué de ses fonctions sans suspension de droits à pension pour acte incompatible avec la dignité de la fonction enseignante.

Arrêté n° 926/MTFP du 2-11-88 — M. Abianor Kokou, n° mle 026886-G, maître d'éducation physique et sportive de 2e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pensions à compter du 1er décembre 1986 pour abandon de poste.

Arrêté n° 964/MTFP du 11-11-88 — Tèvi Benissan Tété, n° mle 002656-J, inspecteur des douanes principal de classe exceptionnelle, relevant du ministère de l'économie et des finances est révoqué de ses fonctions à compter du 30 septembre 1984 sans suspension de droits à pension pour abandon de poste.

Licenciement

Arrêté n° 971/MTFP du 16-11-88 — Mlle Gayibor Adakou Adessan Néto, n° mle 020907-D, institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG de Bè Attikpa-Kagounou (Lomé), est licenciée de ses fonctions à compter du 12 septembre 1988 pour abandon de poste.

Rappels à l'activité

Arrêté n° 907/MTFP du 25-10-88 — M. Landoukpo Mawulolo, n° mle 029394-C, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG Zomayi I (préfecture de Kloto) dont l'absence irrégulière a été constatée suivant arrêté n° 0770/MTFP du 16 septembre 1988 est rappelé à l'activité à compter du 7 septembre 1987 et remis à la disposition du ministre de l'éducation Nationale et de la recherche scientifique à compter de la même date.

Arrêté n° 908/MTFP du 25-10-88 — M. Attikpoe Komlan Sika, n° mle 003970-L, agent technique de 1re classe 1er échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, précédemment en service à la radiologie du CHU de Lomé qui a été suspendu de ses fonctions suivant arrêté n° 0904/MTFP du 25 octobre 1988 est rappelé à l'activité pour compter du 1er novembre 1988 et remis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de condition féminine pour compter de la même date.

Arrêté n° 909/MTFP du 25-10-88 — Mme Ekué Ayélé, épouse Kponton, n° mle 019761-B, professeur de 3e classe 2e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, placée dans la position de disponibilité sans traitement pour rapprochement de conjoints suivant arrêté n° 1276/MTFP du 21 décembre 1987 est rappelée à l'activité et remise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 946/MTFP du 7-11-88 — Mme Tcharie Pimanam, épouse Bidamon, n° mle 016727-Z, sage-femme d'état de 1re classe 2e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service au centre de santé de Bè, temporairement exclue de ses fonctions suivant arrêté n° 0466/MTFP du 20 juin 1988 est rappelée à l'activité à compter du 14 octobre 1988 et remise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine à compter de la même date.

Arrêté n° 954/MTFP du 10-11-88 — Mme d'Almeida Femy Ayaovi, épouse Ayassou, n° mle 009288-A, secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, placée dans la position de disponibilité sans traitement pour rapprochement de conjoints suivant arrêté n° 993/MTFP du 13 octobre 1986, est rappelée à l'activité et remise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressée.

Sanction disciplinaire

Arrêté n° 958/MTFP du 11-11-88 — M. Anani Misiaménou, n° mle 020577-B, magistrat de 2e grade 3e échelon du cadre des fonctionnaires de la magistrature en service au tribunal de première instance de première classe de Lomé est temporairement exclu de ses fonctions pour une durée de trois (3) mois pour négligence grave dans l'exercice de ses activités professionnelles.

Pendant la durée de l'exclusion, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations familiales.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Reprise de fonctions

Arrêté n° 956/MTFP du 10-11-88 — Mme Edoh Afiwa Kugbezi, épouse Suka, n° mle 015045-F, institutrice-adjointe de 2e classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au dépôt de la LIMUSCO de Bè-Gare à Lomé qui avait bénéficié d'un congé pour maladie suivant arrêté n° 0248/MTFP du 29 mars 1988, a repris fonctions à compter du 1er août 1988 et remise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique à compter de la même date.

Arrêté rapporté

Arrêté n° 974/MTFP du 16-11-88 — Sont rapportés en ce qui concerne M. Gunn Kodjovi Sewavi, n° mle 013775-Z, les arrêtés n° 1337/MTFP du 3 décembre 1987 et n° 754/MTFP du 10 août 1988 portant retard à l'avancement de grade.

Retraite

Arrêté n° 905/MTFP du 25-10-88 — Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des ministères suivants, ayant atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1989 :

Ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine

- Amegee Kokou Lenovissi Vinyo, n° mle 007210-L, médecin-inspecteur ppal de CE.
- Amégandjin Komlan Fofovi Agbenohévi, n° mle 003965-X, agent tech. de santé de 2e cl. 3e éch.
- Etsey Gadze Atsu, n° mle 002611-M, agent tech. de santé ppal 2e échelon
- Tete Dédévi, épouse Kponton, n° mle 002548-N, infirmière d'état de 1re cl. 3e échelon
- Ohunu Afandomon Anoumou, n° mle 007059-D, infirmier d'état ppal 3e échelon
 - Gnansa Taoutiba, n° mle 001637-X, infirmier-adjoint ppal 3e échelon

Ministère de l'environnement et du tourisme

- Voedjo Yao, n° mle 007304-S, agent spécialisé des TP de 1re classe 3e échelon
- Korodowou Katakpaou, n° mle 002466-C, agent spécialisé ppal 3e échelon.

Ministère de l'intérieur

- Klouboe Abotchi Koffi Karakossi, n° mle 003251-V, commis d'action ppal 3e échelon

Ministère de l'économie et des finances

- Yenkey Koffi-Kouma, n° mle 003318-G, agent d'assiette de 1re cl. 3e échelon.

Ministère du développement rural

- Salami Abdoul-Ganiyou, n° mle 002838-G, vétérinaire-inspecteur de CE.
- Awunyo Agoga Koffi, n° mle 002922-C, adjoint tech. de 1re classe 3e échelon
- Ekpévi Komlan Mensah, n° mle 0081-64-N, adjoint tech. de 1re classe 3e échelon

- Afoleho Yawo Dzrévon, n° mle 004719-H, adjoint tech. ppal 3e échelon
- Olympio Vignon, n° mle 005974-Q, ingénieur d'élevage ppal de CE.

**Ministère de l'équipement et des postes
et télécommunications**

- Aithnard Do Améti, n° mle 004985-T, ingénieur ppal de CE.

Ministère du plan et des mines

- Koudo Akueyena Yao, n° mle 002353-K, aide-opérateur-mécanographe ppal de CE.
- Buabey Adoté Koffi, n° mle 009860-W, agent spécialisé ppal de CE.

Ministère de la justice

- Agnithey Lassey, n° mle 002320-J, attaché de justice ppal de CE.

**Ministère de l'éducation nationale
et de la recherche scientifique**

- Gamey Koffi, n° mle 019220-W, médecin ordinaire 3e échelon
- Lassey Sewa Agbéko Moussoukini, n° mle 002469-F, inspecteur ppal 1er échelon
- Dossou Amenouko Yawo, n° mle 003545-T, professeur des CEG de 2e classe 2e échelon
- Dogbé Koudjo Mawoulé, n° mle 007992-A, instituteur ppal 3e échelon
- Folitse Yao Dotsé, n° mle 008092-N, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon
- Hator Anani Koffi-Kouma, n° mle 001823-Z, inst-adjt de CE.
- Afanyikosu Agbandé Têko, n° mle 002108-W, inst-adjoint de 3e classe 4e échelon
- N'Da Komla, n° mle 005234-U, moniteur de 2e classe 1er échelon

Arrêté n° 961/MTFP du 11-11-88 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de la police relevant du ministère de l'intérieur ayant atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1989 :

- MM. Kondo T. Mawutoè, n° mle 002150-Y, officier de police adjoint principal 1er échelon
- Lodonou Koffi, n° mle 002760-A, brigadier-chef de police principal de CE.
- Atakli Yaovi Tsipotu, n° mle 002134-Q, brigadier-chef de police principal de CE.
- Folly Koffi Mewonawovo, n° mle 005995-M, brigadier-chef de police principal 3e éch.
- Honkou Agbéko Komlan, n° mle 002272-J, brigadier-chef de police principal de CE.
- Kalioua Psychichi Solim, n° mle 002148-E, brigadier-chef de police principal de CE.
- Lakougnon Tallon, n° mle 003281-T, brigadier-chef de police principal de CE.
- Nomagnon Koffi Messan, n° mle 002171-V, brigadier de police principal 2e échelon.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 11-11-88 à l'arrêté n° 0765/MTFP du 16 septembre 1988 portant admission d'office à la retraite.

Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de la police relevant du Ministère de l'Intérieur, sont admis d'office à faire valoir leurs droits à une pension de retraite à compter du 26 mai 1988 pour inaptitude professionnelle.

Au lieu de :

- Komou Tchaa, n° mle 006889-S, gardien de la paix 7e échelon

Lire :

- Komou Tchaa, n° mle 006896-S, gardien de la paix 7e échelon

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 23-11-88 à l'arrêté n° 0905/MTFP du 25 octobre 1988 portant admission à la retraite.

Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des ministères suivants, ayant atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1989.

Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique

Au lieu de :

- Lassey Séwa Agbéko Moussoukini, n° mle 002469-F, inspecteur ppal 1er échelon

Lire :

- Lassey Séwa Agbéko Mousoukini, n° mle 002469-F, inspecteur de 1re classe 2e échelon

Le reste sans changement.

Nominations

Arrêté n° 938/MTFP du 3-11-88 — Les agents ci-après désignés en service à la direction de la fonction publique sont nommés chefs de sections dans les conditions suivantes :

1/Division des avancements, sanctions et mises en position (DASMP)

Chef sections sanctions et mises en position

- Dizéwe Kossi Bawoumondôm, n° mle 034173-F, attaché d'administration de 2e cl. 2e éch.

2/Division des recrutements et des révisions de situation administratives

Chef section révision de situation des agents permanents

— Aboussa Kokou Elavanyo, n° mle 034174-Q, attaché d'administration de 2e cl. 2e éch.

Le présent arrêté prend effet à compter du 15 septembre 1988.

Arrêté n° 939/MTFP du 3-11-88 — Les candidats ci-après désignés, admis aux concours directs de recrutement des fonctionnaires (session des 14 et 15 avril 1987), sont nommés dans la catégorie B dans les conditions suivantes à compter de la date de leur prise de service et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances.

Section 07, chapitre 26

Comptable de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 750)

Alogbleto Komla Mawuto, titulaire du baccalauréat G2

Technicien de commerce de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 750) :

Abotsitsè Komi Edenam, titulaire du baccalauréat G3

Arrêté n° 976/MTFP du 18-11-88 — Est rapporté en ce qui concerne MM. Kpodar Messanvi et Douti Tchimbiana, l'arrêté n° 793/MTFP du 20 septembre 1988 portant nomination.

Les candidats ci-après désignés, admis aux concours directs de recrutement des fonctionnaires sont nommés dans les conditions suivantes :

Aide-comptable mécanographe de 2e cl. 2e éch. stagiaire (catégorie C-indice 600)

Section 07, chapitre 28 du budget général

— Kpodar Messanvi : BEPC + BEPCM

— Douti Tchimbiana : CAP-AC + BEPCM

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er juin 1988.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté interministériel n° 15/MEPT/MCT du 17-11-88 — Les tarifs de vente de l'eau courante par la régie nationale des eaux du Togo sur l'ensemble du territoire sont fixés comme suit pour compter du 1er décembre 1988 :

Tranche sociale de 0 à 10 m³/mois 140 F le mètre cube

Tranche de 11 à 30 m³/mois 195 F le mètre cube

Tranche au-delà de 30 m³/mois 230 F le mètre cube

La redevance de prélèvement d'eau d'un taux de 50 F le mètre cube verser à la régie nationale des eaux du Togo par les industries utilisant des forages pratiqués dans les nappes est maintenue.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment l'arrêté N° 036/MEMPT/MCT du 4-11-86

Le directeur général de la régie nationale des eaux du Togo est chargé de l'application du présent arrêté.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION FEMININE

Ouverture de concours

Décision interministérielle n° 255/MSPASCP/MENRS du 17-11-88 — Il est ouvert un concours pour le recrutement de cinq (5) internes titulaires.

Le concours a lieu au Centre Hospitalier et Universitaire de Lomé, salle de cours de la direction de l'école de médecine du lundi 12 au vendredi 16 décembre 1988.

Sont admis à concourir les étudiants en médecine de l'Université du Bénin ayant validé la 5e année ou DCEM 3 de Lomé ou de tout autre état possédant une faculté de médecine ayant passé un accord culturel de réciprocité avec la république togolaise ;

Peut être candidat, tout étudiant de nationalité togolaise justifiant de quatre inscriptions validées au moment de l'ouverture du concours.

Les candidats non togolais, ressortissants de pays francophones seront retenus à condition de satisfaire aux conditions en vigueur dans leurs pays respectifs et d'obtenir une autorisation préalable de leurs pays.

Pour s'inscrire au concours, les candidats doivent déposer au ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine leur dossier de candidatures comprenant les pièces suivantes :

- 1) — Une demande d'inscription adressée au ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine ;
- 2) — Un certificat médical d'aptitude physique de visite et de contre visite ;
- 3) — Un certificat d'inscription délivré par le directeur de l'école de médecine et indiquant en toutes lettres le nombre d'inscriptions validées ;
- 4) — Un certificat de scolarité constatant leurs services en qualité d'étudiant hospitalier justifiant de quatre inscriptions validées ;
- 5) — Un certificat de vaccination anti-polio, antitétanique et antidiphtérique ;
- 6) — Un certificat de vaccination anti-amarile de moins de cinq ans de date ;
- 7) — Un certificat de vaccination au BCG ou un certificat attestant la positivité de leur réaction à la tuberculose ;

Au cas où l'une des vaccinations énumérées aux alinéas précédents ne peut être pratiquée en raison d'une contre indication, le candidat est tenu de fournir un certificat attestant que la vaccination considérée est contre-indiquée ;

8) — Des certificats délivrés par les Chefs de services et par les directeurs des établissements dans lesquels ils ont été attachés en qualité d'étudiant hospitalier et attestant leur exactitude, leur esprit de subordination et leur bonne conduite.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au lundi 5 décembre 1988 à 17 h 30 mn.

La nature, la durée et la cotation des épreuves du concours de l'Internat en Médecine sont fixées comme suit :

a) — Epreuves écrites : dites d'admissibilité

1 — une épreuve de pathologie médicale (duré 2 h — une (1) heure de réflexion, une (1) heure de rédaction : cotation 0 à 20 coefficient 1).

2 — une épreuve de pathologie chirurgicale (durée 2 h — Une (1) heure de réflexion, une (1) heure de rédaction, cotation de 0 à 20 coefficient 1).

3 — une épreuve de biologie (durée 2 h — une (1) heure de réflexion une (1) heure de rédaction. cotation de 0 à 20 coefficient 1).

4 — une épreuve d'anatomie (durée 2 h — une (1) heure de réflexion une (1) heure de rédaction, cotation de 0 à 20 coefficient (1).

Toute note égale ou inférieure à 5 sur 20 à l'une de ces épreuves est éliminatoire.

A la suite de ces épreuves, sont déclarés admissibles, les candidats ayant obtenu une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20.

b) — Les épreuves orales

Les épreuves orales sont publiques.

Elles consistent dans l'exposé de deux sujets :

1 — une question de pathologie médicale

2 — une question de pathologie chirurgicale ou obstétricale.

Les questions d'oral sont tirées au sort parmi trois questions choisies par le Jury sur le programme des matières d'écrit et d'oral.

Le libellé des questions est rédigé par le Jury du concours.

Durée pour l'ensemble des deux questions : trente minutes de réflexion, dix minutes d'exposé oral.

Cotation : chaque question est cotée de 0 à 20 — coefficient 1 pour chaque question.

Le programme des matières sur lesquelles peuvent porter les épreuves du concours est à consulter au Ministère de la Santé publique, des Affaires Sociales et de la Condition féminine.

Le Jury est composé de dix membres titulaires et de leurs suppléants nommés par décision interministérielle du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine et de celui du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Il comprend :

— Un représentant du Ministre de la Santé Publique

— un représentant du Ministre de l'éducation Nationale et de la Recherche Scientifique

— trois médecins ou leurs suppléants pour juger l'épreuve n° 1 de pathologie médicale

— trois chirurgiens ou leurs suppléants pour juger de l'épreuve n° 2 de pathologie chirurgicale et n° 4 d'anatomie

— deux biologistes ou leurs suppléants pour juger de l'épreuve n° 3 de biologie.

Nomination

Décision n° 285/MSPASCF du 28-11-88 — Les agents ci-après nommés relevant du ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine reçoivent les affectations suivantes :

Centre hospitalier universitaire de Lomé

Docteur Tassa Gado, médecin ordinaire n° mle 004599-H, précédemment chef du service d'ophtalmologie au CHR d'Atakpamé pour servir en Ophtalmologie en complément d'effectif.

Centre Hospitalier régional d'atakpamé

M. Koffi Vovor, assistant médical ophtalmologiste, n° mle 004253-X, précédemment en service au CHU Tokoin est nommé chef du service d'ophtalmologie en remplacement de Tassa muté.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Création d'une commission d'étude

ARRETE N° 42/MENRS du 8 juin 1988 portant création d'une commission d'étude de création de l'Institut des Langues au Togo

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Vu la constitution du 9 janvier 1980

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967, fixant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 87-24 du 12 mars 1987 portant restructuration du gouvernement,

A R R E T E :

I — Création et attribution

Article premier — Il est créé au sein du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique une commission permanente de réflexion dénommée « commission d'études de création de l'institut des langues au Togo (Cécilt) ».

Art. 2 — La Cécilt est chargée de l'étude des conditions générales destinées à la création de l'institut des langues au Togo. A ce titre elle a pour mission l'élaboration des éléments de termes de référence visant à établir une étude de factibilité couvrant la situation linguistique, les objectifs à atteindre, les structures à mettre en place, les investissements à réaliser, les financements à mobiliser, le budget de fonctionnement, les effets attendus du projets.

II — Structure

Art. 3 — La Cécilt est ainsi composée :

— Le directeur général de la planification de l'éducation — président

— Le secrétaire permanent du conseil supérieur de l'éducation — 1er vice président.

— L'attaché de cabinet du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique chargé des langues nationales — 2e vice-président.

— Le directeur de l'enseignement du 1er degré — membre

— Le directeur de l'enseignement du 2e degré — membre

- Le directeur de l'enseignement du 3e degré — membre
 - Le directeur de l'enseignement du 4e degré — membre
 - Le directeur de l'enseignement catholique — membre
 - Le directeur de l'enseignement protestant — membre
 - Le recteur de l'Université ou son représentant — membre
 - Le directeur de la DIFOP
 - Le directeur de la recherche scientifique — membre
 - Le président du comité de langue ewé — membre
 - Le président du comité de langue kabye — membre
 - représentant de l'académie de langue éwé — membre
 - Le directeur général du plan et du développement — membre
 - Le directeur de l'enseignement technique — membre
 - Le directeur du service de l'alphabétisation — membre
 - Le secrétaire général de la commission nationale de l'UNESCO — membre
 - Le correspondant national de l'ACCT (village du Bénin) — membre
- La commission peut s'adjoindre d'autres personnes ressources.

III — Fonctionnement et durée de mandat

Art. 4 — La CECILT se réunit sur convocation de son président ou à la demande des 2/3 de ses membres.

Art. 5 — La validité des travaux exige la présence de la majorité absolue des membres de la CECILT et les décisions sont prises à l'unanimité ou par consensus.

Art. 6 — Le secrétariat de la commission est assuré par la direction générale de la planification de l'éducation

Art. 7 — Le mandat de la CECILT prendra fin lorsque la mission définie à l'article 2 aura été remplie.

IV — Clauses finales

Art. 8 — Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise et partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1988
Tchaa Kozah TCHALIM.

Décision interministérielle n° 160/MENRS/METFP du 18-10-88 — En sus des jours fériés réglementaires, les dates des congés scolaires pour l'année universitaire 1988-1989 sont fixées comme suit :

Fin du premier trimestre
du 21 décembre 1988 au soir
au 4 janvier 1989 au matin

Fin du deuxième trimestre
du 17 mars 1989 au soir
au 3 avril 1989 au matin

Fin du troisième trimestre
du 5 juillet 1989 au soir
au 11 septembre 1989 au matin.

Dates des compositions trimestrielles

Décision n° 161/MENRS du 18-10-88 — Les dates des compositions trimestrielles de l'année scolaire 1988-1989 sont fixées comme suit :

Composition du 1er trimestre

— Pour les 1er, 2e et 3e degrés :
du 5 décembre au 9 décembre 1988

Composition du 2e trimestre

— Pour les 1er, 2e et 3e degrés :
du 6 mars au 10 mars 1989

Composition du 3e trimestre

— Pour le 1er degré :
du 5 juin au 9 juin 1989
— Pour le 2e degré :
du 29 mai au 2 juin 1989
— Pour le 3e degré :
du 8 mai au 12 mai 1989.

Exclusions

Décision n° 9/MENRS du 20-1-88 — M. Gnassingbé Esoham, élève en classe de première D1 au Lycée de Bassar, est exclu de tous les établissements scolaires de la République togolaise pour conduite notoire.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

Exclusion, suspension et blâme

Décision n°32/UBR/CD du 13-10-88 — M. Danigé Tchamititchan, candidat à l'examen du Bac, année 1987-1988 est suspendu pour trois (3) ans et ne pourra se présenter à l'examen du Bac avant 1992.

M. Adégnon Komi, étudiant en 1re année à l'ESTEG est exclu de l'Université du Bénin pour cinq (5) ans. Il ne peut se réinscrire à l'U.B. avant octobre 1993.

M. Kindi Kpoyizoun en 1re année à l'ESTEG est exclu pour cinq (5) ans de toutes les Universités. Il ne peut se réinscrire à l'Université du Bénin avant octobre 1993.

M. Litchame Tchédre, Agouda Tcha et Hodiba Bahoguété, étudiants en 1re année de Droit (E.S.A.C.J.) sont exclus de toutes les écoles et instituts de l'Université du Bénin pour quatre (4) ans. Ils ne peuvent se réinscrire à l'Université du Bénin avant octobre 1992.

Boyode Hodalou, Gagban Komlan Agbalenyo, Kasse-gne K. Fandoumi, Kokodoko Ama et Mabalo Koffi Arouka, étudiants en 1re année de capacité en droit à l'ESACJ, sont définitivement exclus de l'Université du Bénin.

Les directeurs des affaires académiques de la scolarité et de la recherche scientifique, de l'office du Bac et des écoles et instituts de l'Université du Bénin sont chargés de l'application de la présente décision.

Autorisations d'ouverture d'écoles

Arrêté n° 38/MENRS du 13-5-1988 — Une autorisation d'ouverture provisoire d'un an est accordée à M. Agbessé Kodjo, fondateur de l'école primaire privée laïque « SOLIDARITE ».

— L'école primaire privée laïque « SOLIDARITE » fonctionnera dans des locaux sis au quartier ANFAME ;

— Le non respect des prescriptions faites entraînera la fin de la période provisoire et la fermeture de l'établissement après mise en demeure adressée par le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ;

— Le directeur de l'enseignement du premier degré et le directeur général de la planification de l'éducation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 41/MENRS du 1er juin 1988 — Une autorisation d'ouverture provisoire d'un an est accordée à Mme DELAURENCE Andrée, épouse CLEMENT, fondatrice de l'école primaire privée laïque dénommée « l'enfant Epanoui » ;

— L'école primaire privée laïque fonctionnera dans des locaux sis au quartier Nyivémé non loin du collège d'enseignement technique de Kpalimé ;

— Le non respect des prescriptions faites entraînera la fin de la période provisoire et la fermeture de l'établissement après mise en demeure adressée par le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ;

Le directeur de l'enseignement du premier degré et le directeur général de la planification de l'éducation sont chargés chacun en ce qui concerne de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 62/MENRS du 9 septembre 1988 — Une autorisation d'ouverture provisoire d'un an est accordée à M. Nakou Amlima Sodoh, fondateur de l'école primaire privée laïque dénommée NASOD « LES ENFANTS DU MONDE » ;

— l'établissement est un groupe scolaire composé d'une école primaire proprement dite et d'une école maternelle ;

— L'école primaire privée laïque NASOD « LES ENFANTS DU MONDE » fonctionnera dans les locaux sis au quartier Kégué à 610 m au Sud-Ouest de l'école officielle de la localité ;

— Le non respect des prescriptions faites entraînera, à la fin de la période provisoire, la fermeture de l'établissement après mise en demeure adressée par le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ;

— Le directeur de l'enseignement du premier degré et le directeur de la planification de l'éducation sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 76/MENRS du 20-10-88 — Une autorisation d'ouverture provisoire d'un an est accordée à M. Amégan Messan, fondateur de l'école primaire privée laïque de la « C.E.B. Nangbéto ».

— L'école primaire privée laïque de la « C.E.B. Nangbéto » fonctionnera dans des locaux sis à la cité de la C.E.B. à Nangbéto.

— Le non respect des prescriptions faites entraînera, à la fin de la période provisoire, la fermeture de l'établissement après mise en demeure adressée par le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

— Le directeur de l'enseignement du premier degré et le directeur général de la planification de l'éducation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 79/MENRS du 17 novembre 1988 — Une autorisation d'ouverture provisoire d'un an est accordée à Mme Tsolenyanu Mawutor, fondatrice de l'école primaire privée laïque dénommée « Mawuko » ;

— L'école primaire privée laïque « Mawuko » fonctionnera dans des locaux sis au quartier Tokoin-Gbonvié à 500 m au nord de la SOTED ;

— Le non respect des prescriptions faites entraînera, à la fin de la période provisoire, la fermeture de l'établissement après mise en demeure adressée par le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ;

— Le directeur de l'enseignement du premier degré et le directeur général de la planification de l'éducation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature.

Nomination

Arrêté n° 68/MENRS du 27-9-88 — M. Alfa Kokou Eyanawa, n° mle 009 968-S, nouvellement diplômé de l'école nationale d'administration cycle II, est nommé intendant de l'école normale supérieure d'Atakpamé.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Rectificatif

Rectificatif du 7-11-88 à l'arrêté n° 74/MENRS du 12 octobre 1988 portant admission définitive au certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale (CAIEN)

.....

Enseignement du deuxième degré

Après Atti Kokou, spécialité anglais-français

au lieu de

Komi Dognonan K. spécialité anglais-français

Lire :

Komi Dognona K. spécialité anglais-français

Le reste sans changement.

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE****Nomination**

Arrêté n° 13/METFP du 8-11-88 — M. Rambert-Hounou Ambro Yawovi n° mle 012547-M, administrateur civil en chef 1er échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est nommé conseiller technique du ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er juillet 1988.

MINISTERE DU PLAN ET DES MINES**Autorisations de virement**

Décision n° 250/MPM/DGPD/DFCEP du 9-12-88 — Est autorisé le virement au profit du trésorier-payeur du Togo de la somme de trente cinq millions (35.000.000) de francs CFA dans le cadre de la réalisation des travaux de réhabilitation des pylones rayonnant du centre émetteur de Togblé Kopé.

Les dépenses sont imputables au budget d'investissement et d'équipement, gestion 1988, code financement 11002 de la façon suivante :

Code projet, organisme N° de contrôle financier	Désignation des projets	Montant
11002, 551005/3122 CF n° 072 du 4 avril 1988	Réhabilitation pylônes du centre émet- teur de To- gblékopé	18 565 532 F
11002, 630022/3516 CF N° 279 du 22 novembre 1988	Réhabilitation pylônes du centre émet- teur de To- gblékopé	16 434 468 F
TOTAL	Réhabilitation pylônes du centre émet- teur de To- gblékopé	35-000 000 F

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan, et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 251/MPM/DGPD/DFCEP du 9-12-88 — Est autorisé le virement au profit du trésorier-payeur pour le compte de l'agence multilatérale de garantie d'investissement (Miga) de la somme de : cinquante trois millions trois cent vingt mille quatre vingt seize (53.320.096) francs représentant la souscription initiale du Togo au capital de l'agence multilatérale de garantie d'investissement (Miga).

La dépense est imputable au budget d'investissement et d'équipement, gestion 1988, code financement 11002, code imputation 630022/3516 CF N° 274 du 26 octobre 1988.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 252/MPM/DGPD/DFCEP du 9-12-88 — Est autorisé le virement au profit du trésorier-payeur du Togo pour le compte du projet IDA n° PPF-448-TO de la somme de sept millions cent soixante dix sept mille cinq cents (7 177 500) francs CFA représentant la contrepartie togolaise audit projet.

La dépense est imputable au reliquat du budget d'investissement et d'équipement CAS/IDA, gestion 1988, CDC trésor, code financement 11002, code imputation 610022/3516, CF n° 051 du 3-3-1986.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU TOURISME****Nomination**

Arrêté n° 11/MET du 30-11-88 — M. Affognon Alakpa Kouakouvi, n° mle 006732-E, ingénieur des travaux agricoles principal, 2e échelon, est nommé chef de division de la lutte contre les pollutions et nuisances, à la direction de l'écologie générale et de la réhabilitation du milieu.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET
DES SOCIETES D'ETAT****Nomination**

Arrêté n° 20/MISE/CAB du 8-11-88 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 3/MISE/CAB du 17 mars 1988 portant nomination du directeur général-adjoint de Togopharma.

M. Fongbemi Komla, n° mle 024780-E, pharmacien en chef, 1er échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, est nommé directeur général-adjoint de Togopharma en remplacement de M. Fan-tohou K. Koffi.

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Attributions de licence

Arrêté n° 76/PR-MSPASCF du 14-11-88 — Mme Ayih Dédé Biova, épouse MabouDou, pharmacienne, est autorisée à exploiter une officine de pharmacie à Lomé dénommée « Pharmacie Biova » situé sur le Boulevard Félix Houphouët-Boigny, quartier Gbenedji.

Si pour une raison quelconque, l'officine susvisée cesse d'être exploitée, la pharmacienne propriétaire ou ses héritiers sont tenus de renvoyer la présente licence au ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine.

Arrêté n° 77/PR-MSPASCF du 16-11-88 — Mlle Edoh Afua, pharmacienne, est autorisée à exploiter une officine de pharmacie à Kpalimé (Préfecture de Kloto) située en face du grand marché à 30 m de la gare.

Si pour une raison quelconque, l'officine susvisée cesse d'être exploitée, la pharmacienne propriétaire ou ses héritiers sont tenus de renvoyer la présente licence au ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 651/MEF/CR du 8-11-88 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de cent quarante neuf mille sept cent quatre vingt douze (149 792) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gneni Djobo Fousséni, soldat de 1re classe, 5e échelon, n° mle 1 283 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1987.

M. Gneni Djobo Fousséni pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1987 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Tamimou, né le 21 mai 1969
Amidou, née le 6 mars 1971
Sikénatou, née le 12 juin 1974

Arrêté n° 652/MEF/CR du 8-11-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de sept cent quatre vingt quatre mille six cent vingt quatre (784 624) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Idrissou Assoumanou, agent technique principal, 3e échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 1 650), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Idrissou Assoumanou pour compter du 1er juillet 1988, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Sadia, née le 24 septembre 1966
Abbas, né le 18 novembre 1966
Abdel-Raouf, né le 7 août 1967
Aliou, né le 26 décembre 1967
Abirétou, née le 30 juillet 1968
Mohamed, né le 29 août 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt seize mille cent cinquante six (196 156) francs pour compter du 1er juillet 1988.

M. Idrissou Assoumanou pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant :

Malik, né le 5 janvier 1974.

Arrêté n° 653/MEF/CR du 8-11-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de quatre cent quatre mille deux cent quatre (404 204) francs pour compter du 1er juillet 1986 et de quatre cent vingt quatre mille quatre cent douze (424 412) francs pour compter du 1er janvier 1987, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Naboudja Mamah M. D. L. chef, 4e échelon du corps du personnel des gardiens de préfecture (indice 850), admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Naboudja Mamah pour compter du 1er juillet 1986, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Nouhoume, né le 12 mars 1959
Assanatou, née en 1960
Assana, née en 1960
Fousséna, née le 12 décembre 1961
Mariama, née le 16 septembre 1962
Fousséni, né le 10 juillet 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent un mille cinquante deux (101 052) francs pour compter du 1er juillet 1986 et de cent six mille cent quatre (106 104) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Naboudja Mamah pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1986, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 9e au 17e rang) ci-après désignés :

Safouratou, née le 28 juin 1967
Baridjatou, née le 31 janvier 1968

Nouratou, née le 23 juin 1970
 Séidou, né le 11 janvier 1971
 Amadou, né le 2 avril 1973
 Aramotou, né le 13 août 1973
 Zakari, né le 8 septembre 1976
 Amidou, né le 16 juillet 1979
 Nouridine, né le 24 juin 1982.

Arrêté n° 654/MEF/CR du 8-11-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Adabrah Akossiwoa Yiko, née Doléagbenu, épouse de feu Adabrah Komi, adjudant 3e échelon du corps du personnel des gardiens de préfecture (indice 1 050, pourcentage 65%), décédé le 24 mai 1987, une pension de veuve au taux annuel de deux cent soixante dix mille quatre cent cinquante huit (270 458) francs pour compter du 1er juin 1987.

Par application des dispositions de l'article 29, paragraphe 2, il est attribué sur les fonds de la même caisse à Mme veuve Adabrah Akossiwoa Yiko, une majoration pour enfants au taux annuel de cinquante quatre mille quatre vingt onze (54 091) francs pour compter du 1er juin 1987 au titre de ses enfants ci-après désignés :

Kokou Delali, né le 24 octobre 1959
 Akossiwoa Dodji, née le 21 juin 1960
 Kossi Mawuli, né le 21 janvier 1962
 Afi Kafui, née le 1er janvier 1965
 Afi Djigbodi, née le 9 août 1968.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de cinquante quatre mille quatre vingt onze (54 091) francs pour compter du 1er juin 1987 à chacun des enfants ci-après désignés (dans la limite de 5 enfants) :

Adjowavi, née le 16 octobre 1967
 Afi Djigbodi, née le 9 août 1968
 Komigan, né le 15 février 1969
 Koffi, né le 2 février 1973
 Yawo Atsu, né le 18 avril 1974
 Yawa Atsupé, née le 18 avril 1974.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Adabrah Kokou Délali, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 655/MEF/CR du 8-11-88 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 378/MFE/CR du 18 octobre 1987 portant concession d'une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) à M. Ayéba Kpona, soldat de 1re classe, 5e échelon, admis à la retraite.

Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 54%) au montant annuel de cent quarante huit mille deux cent vingt (148 220) francs pour compter du 1er août 1978, de cent soixante trois mille quarante (163 040) francs pour compter du 1er janvier 1980, de cent soixante onze mille cent quatre vingt douze (171 192) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de cent soixante dix neuf mille sept cent cinquante deux (179 752) francs pour compter du 1er janvier 1987, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayéba Kpona, soldat de

1re classe, 5e échelon, n° mle 13 635 du corps du personnel du 1er régiment d'infanterie togolaise (indice 420), admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayéba Kpona pour compter du 1er décembre 1987, une majoration pour enfants au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Andiame, née le 4 décembre 1959
 Tété, née le 10 mai 1963
 Agniem, née le 16 septembre 1965
 Tila, né le 30 janvier 1966
 Agnasere, né le 22 novembre 1967
 Kolessim, née le 22 juillet 1968.

Ce taux est porté à 25% pour compter du 1er août 1988 au titre du 6e enfant.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente cinq mille neuf cent cinquante deux (35 952) francs pour compter du 1er décembre 1987 et à quarante quatre mille neuf cent quarante (44 940) francs pour compter du 1er août 1988.

M. Ayéba Kpona pourra prétendre, pour compter du 1er août 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 15e rang) ci-après désignés :

Kossiwoa, née le 25 janvier 1970
 Woto, né le 13 novembre 1970
 Tchokoda, né le 25 décembre 1970
 Kpanassé, né le 12 mai 1972
 Adji, né le 6 février 1973
 Essohouna, née le 31 octobre 1973
 Tiamasso, né le 14 mai 1975
 Atchikpa, né le 22 juillet 1976
 Kemb, né le 31 octobre 1977.

Le montant de la somme perçue au titre de l'arrêté n° 378/MFE/CR du 18 octobre 1978 sera déduit des arrérages calculés sur la base du présent arrêté.

Arrêté n° 692/MEF/CR du 28-11-88 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 176/MFE/CR du 27 mai 1972 portant concession d'une pension militaire (pourcentage 37 %) à M. N'gbale Kpinsi, soldat de 1re classe 5e échelon admis à la retraite.

Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 58 %) au montant annuel de cent neuf mille quatre cent trente six (109.436) francs pour compter du 1er janvier 1972, de cent vingt mille trois cent quatre vingt (120.380) francs pour compter du 1er janvier 1974, de cent trente huit mille quatre cent trente six (138.436) francs pour compter du 1er janvier 1975, de cent cinquante neuf mille deux cents (159.200) francs pour compter du 1er janvier 1977, de cent soixante quinze mille cent seize (175.116) francs pour compter du 1er janvier 1980, de cent quatre vingt trois mille huit cent soixante douze (183.872) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de cent quatre vingt treize mille soixante huit (193.068) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. N'Gbale Kpinsi, soldat de 1re classe, 5e échelon n° mle 22799 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 420 pourcentage 58 %) admis à la retraite.

M. N'Gbale Kpinsi pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1972 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Prosper, né en 1956
Thérèse, née le 14 octobre 1959
Pascal, né le 15 avril 1963
Bernard, né en 1963
André, né le 31 juillet 1964.
Benoît, né le 17 avril 1967
Madeleine, née le 9 novembre 1969
Léon, né le 2 juillet 1970
Martin, né le 9 novembre 1970.

Arrêté n° 693/MEF/CR du 28-11-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Koffi Kouma Akuwa (née Atitsogbé), épouse de feu Koffi Kouma, agent technique de santé de 1^{re} classe, 3^e échelon (indice 1 350, pourcentage 49%), décédé le 9 avril 1987, une pension de veuve au taux annuel de deux cent soixante deux mille cent trente six (262 136) francs pour compter du 1^{er} mai 1987.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de cinquante deux mille quatre cent vingt sept (52 427) francs pour compter du 1^{er} mai 1987 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Afiwa, née le 1^{er} décembre 1967
Blewussi, né le 6 mai 1971
Mawussé, né le 26 mai 1973.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Klou Yao Djogbenyo, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 694/MEF/CR du 28-11-88 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour enfant alloué à M. Gogovor Komla Vinyo, instituteur-adjoint de 3^e classe, 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement est porté de 20% à 25% de sa pension principale, trois cent neuf mille quatre vingt seize (309 096) francs pour compter du 1^{er} janvier 1988 au titre de son 6^e enfant :

Abravi, née le 19 décembre 1967.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à soixante dix sept mille deux cent soixante seize (77 276) francs pour compter du 1^{er} janvier 1988.

Arrêté n° 695/MEF/CR du 28-11-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Kadenga Assétou (née Koukou), épouse de feu Kadenga Yao, moniteur d'agriculture de CE (indice 792, pourcentage 69%) en retraite, décédé le 26 octobre 1986, une pension de veuve au taux annuel de deux cent seize mille cinq cent cinquante six (216 556) francs pour compter du 11 décembre 1986.

Arrêté n° 696/MEF/CR du 28-11-88 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sonhaye Kondi, adjoint technique principal, 1^{er} échelon des eaux et forêts est révisée et fixée au taux de 60% des émoluments de base correspondant à l'indice 900 pour compter du 1^{er} juillet 1986.

Le montant annuel de cette pension est fixé à quatre cent sept mille six cents (407 600) francs pour compter du 1^{er} juillet 1986 et à quatre cent vingt sept mille neuf cent quatre vingts (427 980) francs pour compter du 1^{er} janvier 1987.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sonhaye Kondi pour compter du 1^{er} juillet 1986, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Ninfo, née le 3 décembre 1958
Ikpindi, née le 8 mai 1960
Adja, née le 8 décembre 1961
Gbatti, né le 30 janvier 1964
Ninko, née le 16 avril 1965
Monfaï, née le 7 août 1966.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent un mille neuf cents (101 900) francs pour compter du 1^{er} janvier 1987.

Arrêté n° 697/MEF/CR du 28-11-88 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour enfants alloué à M. Dom Ekpeh (Samuel), agent technique de 1^{re} classe, 2^e échelon de la santé publique du Togo en retraite est porté de 20% à 25% de sa pension principale six cent cinquante trois mille huit cent cinquante six (653 856) francs pour compter du 20 avril 1988 au titre de son enfant :

Massan, née le 24 mars 1968.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent soixante trois mille quatre cent soixante quatre (163 464) francs.

Arrêté n° 698/MEF/CR du 28-11-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Alléh Atti Akim, née Alley Affo, épouse de feu Alléh Atti Oupré, soldat de 1^{re} classe, 3^e échelon, n° mle 4 760 du corps du personnel des forces armées togolaises et du régiment de soutien et d'appui (indice 360, pourcentage 21%), décédé le 29 août 1986 en activité, une pension de veuve au taux annuel de vingt neuf mille neuf cent soixante (29 960) francs.

A cette pension s'ajoute une rente viagère d'invalidité fixée au taux annuel de cent dix huit mille huit cent quatre vingt quatre (118 884) francs.

La date de l'entrée en jouissance de la pension prévue ci-dessus est fixée au 1^{er} janvier 2 021.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée au taux annuel de cinq mille neuf cent quatre vingt douze (5 992) francs pour compter du 19 janvier 1987 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Badjalabayo, né le 12 novembre 1983
 Affo, né le 18 novembre 1983
 Bakié, née le 22 décembre 1983
 Sélifatou, née le 24 décembre 1986.

A cette pension s'ajoute une rente d'invalidité temporaire fixée à vingt trois mille sept cent soixante seize (23 776) francs par an pour compter du 19 janvier 1987.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Idrissou Boukari, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 699/MEF/CR du 28-11-88 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de deux cent trente six mille neuf cent soixante douze (236 972) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Madjamdo Salo-Sardji, caporal-chef, 5e échelon, n° mle 723 du corps du personnel du 2e régiment inter-armes (indice 575), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1988.

M. Madjamdo Salo-Sardji pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 7e rang) ci-après désignés :

Kourayem, née le 9 octobre 1974
 Tokodja, né le 26 mars 1975
 Skponem, née le 18 mars 1976
 Ayira, né le 4 mars 1977
 Anaïssè, née le 16 décembre 1982
 Assiatina, né le 11 septembre 1984
 Kpaté, né le 7 mars 1986.

Arrêté n° 702/MEF/CR du 6-12-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 67%) au montant annuel de un million quatre cent seize mille vingt quatre (1 416 024) Frs pour compter du 1er octobre 1984 et de un million quatre cent quatre vingt six mille huit cent vingt quatre (1 486 824) pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Koffi-Tessio Comlan, ingénieur pédologue principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'agriculture (indice 2 800) admis à la retraite.

M. Koffi-Tessio Comlan pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant :

Fifaba Mawutoé, née le 16 juillet 1969.

Arrêté n° 703/MEF/CR du 7-12-88 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de deux cent trente six mille neuf cent soixante douze (236 972) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mouzou K. Patchana,

caporal-chef, 5e échelon, n° mle 719 du corps du personnel de la basse-chasse Niamtougou (indice 575), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1988.

M. Mouzou K. Patchana pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 7e rang) ci-après désignés :

Plade, né le 3 août 1971
 Essohanam, née le 18 janvier 1974
 Eyouyo, né le 29 juin 1976
 Poukouli-Mani, né le 8 juin 1982
 Mongonhèsou, né le 19 mars 1983
 Kibalou, né le 1er juin 1985
 Manèyassouwé, née le 12 septembre 1985.

Arrêté n° 704/MEF/CR du 7-12-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Wella Tchosso, née Potchona
 Wella Assimame, née Lambie
 Wella Afiwa, née Gnadrou,

épouses de feu Wella Sogoyou, sergent 5e échelon, n° mle 418 du corps du personnel des forces armées togolaises et de la marine nationale (indice 650), pourcentage 52%, décédé en activité le 19 mai 1986, une pension de veuve au taux annuel de quarante quatre mille six cent quarante huit (44 648) francs.

A cette pension s'ajoute une rente viagère d'invalidité fixée au taux annuel de trente neuf mille six cent vingt huit (39 628) francs.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 15 mars 1987 pour les veuves Wella Tchosso, née Potchono, Wella Assimame, née Lambie et au 6 juillet 2 000 pour la veuve Wella Afiwa, née Gnadrou.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt six mille sept cent quatre vingt huit (26 788) francs par an pour compter du 15 mars 1987 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Massalou, née le 25 novembre 1967
 Tchilalou, née le 13 novembre 1970
 Kiméallou, née le 18 avril 1972
 Somié, née le 30 octobre 1972
 Essoëssinam, née le 2 décembre 1974
 Piyalo, née le 20 novembre 1977
 Gnakou, né le 29 septembre 1979
 Gnakou Halou, née le 28 mars 1981.

A cette pension s'ajoute une rente viagère d'invalidité temporaire fixée à vingt trois mille sept cent soixante seize (23 776) francs par an pour compter du 15 mars 1987.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Wella Sogoyou Apis-sipiye, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 705/MEF/CR du 7-12-88 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de cent soixante treize mille quatre vingt douze (173 092) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adam Assoumanou, soldat de 1re classe, 5e échelon, n° mle 644 du corps du personnel du 1er régiment d'infanterie (indice 420), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1988.

M. Adam Assoumanou pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 8e rang) ci-après désignés :

Mitakilou, né le 21 juillet 1973
 Dahamatou, née le 30 avril 1974
 A. Ladi, née le 27 octobre 1974
 Ouréya, né le 25 janvier 1975
 Fatimatou, née le 3 mars 1979
 Ouro-Bondou, né le 5 juin 1983
 Roubatou, née le 15 octobre 1985
 Daoudjatou, née le 15 mars 1988.

Arrêté n° 706/MEF/CR du 7-12-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de quatre cent quatre mille deux cents (404 200) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. De Souza Kowovi, instituteur-adjoint de 2e classe, 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 850), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. De Souza Kowovi pour compter du 1er avril 1988, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Ameyovi, née le 14 mai 1960
 Nudanu, né le 15 juillet 1961
 Akossiwa, née le 8 septembre 1962
 Massanvi, née le 25 novembre 1964
 Mana, née le 4 mai 1968
 Kowuvigan, né le 9 décembre 1970.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent un mille cinquante (101 050) francs pour compter du 1er avril 1988.

M. De Souza Kowovi pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1988, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 8e rang) ci-après désignés :

Afiavi, née le 1er janvier 1971
 Koffi, né le 31 mars 1972.

Arrêté n° 707/MEF/CR du 7-12-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%), dont 45%, imputable à la CRT est allouée à M. Kamouki Tchao, instituteur de 1re classe, 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1 150) admis à la retraite.

Le montant annuel de ladite pension est fixé à trois cent quatre vingt dix mille six cent seize (390 616) francs pour compter du 1er juin 1985, à quatre cent douze mille trois cents (412 300) francs pour compter du 1er janvier 1986 et à quatre cent trente deux mille neuf cent douze (432 912) francs pour compter du 1er janvier 1987 et payable comme suit :

— Vingt et un mille six cent quatre vingt quatre (21 684) francs pour compter du 1er janvier 1986 et vingt deux mille sept cent soixante huit (22 768) francs pour compter du 1er janvier 1987 sur les fonds de la CNSS.

— Trois cent quatre vingt dix mille six cent seize (390 616) francs pour compter du 1er juin 1985 et quatre cent dix mille cent quarante quatre (410 144) francs pour compter du 1er janvier 1987 sur les fonds de la CRT.

Par application des dispositions de l'arrêté n° 551/MJFPT/MFE du 9 juin 1977, le trésor public assure le paiement de la pension au titre des deux régimes et se fait rembourser par la CNSS pour la quote-part qui revient à cette dernière.

M. Kamouki Tchao pourra prétendre, sur les fonds de la CRT, pour compter du 1er juin 1985, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Esso-Hanam, née le 28 août 1966
 Kouméa-Halo, née le 6 décembre 1967
 Hodo-Abalo, né le 26 juin 1970
 Esso-Houna, né le 31 janvier 1977.

Arrêté n° 708/MEF/CR du 7-12-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de quatre cent trente cinq mille cent douze (435 112) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Huémissan Agossé Elloussé, instituteur-adjoint de 1re classe, 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 900), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Huémissan Agossé Elloussé pour compter du 1er avril 1988, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 10 avril 1960
 Yawa, née le 3 mai 1962
 Kossiwa, née le 1er janvier 1964
 Elluelu, né le 12 mai 1965
 Inuagboma, né le 13 décembre 1965
 Akoua, née le 6 décembre 1967.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent huit mille sept cent quatre vingt (108 780) francs pour compter du 1er avril 1988.

M. Huémissan Agossé Elloussé pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1988, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 22e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 1er novembre 1968
 Akouwa, née le 2 juin 1971

Amah, née le 5 juin 1971
 Komlan, né le 22 avril 1972
 Ukué, née le 11 juin 1975
 Wassè, née le 11 juin 1975
 A. Nézidu, née le 12 juin 1975
 Nazobézi, née le 23 novembre 1978
 Koffi, né le 1er décembre 1978
 Edinèdi, née le 11 novembre 1980
 Ométima, née le 22 novembre 1980
 Ekpleyè, né le 16 juillet 1981
 Anufu, née le 21 juin 1982
 Wanimuamu, né le 10 février 1984
 Akanabi, né le 15 juillet 1987.

Arrêté n° 709-MEF-CR du 7-12-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à Mme veuve Abotsi Kotséné (née Legbassi), épouse de feu Abotsi Komlan, moniteur de 2^e classe, 3^e échelon de l'enseignement (indice 510, pourcentage 64%) en retraite, décédé le 13 juin 1987, une pension de veuve au taux annuel de cent vingt neuf mille trois cent quarante quatre (129 344) francs pour compter du 1er juillet 1987.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1er juillet 1987 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Akuavi, née le 4 juin 1969
 Kouami, né le 25 octobre 1969
 Ama, née le 10 juin 1972
 Outsà, née le 27 octobre 1972
 Komlavi, né le 22 janvier 1980
 Koffi, né le 21 septembre 1984.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt cinq mille huit cent soixante huit (25 868) francs pour compter du 1er juillet 1987.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Amévo Yaovi Elèssey, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 710/MEF/CR du 7-12-88 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de deux cent trente six mille neuf cent soixante douze (236 972) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kolani Bagnargou, caporal-chef, 5^e échelon, n° mle 776 du corps du personnel du 1er régiment d'infanterie (indice 575), admis à la retraite,

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1988.

M. Kolani Bagnargou pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 8^e rang) ci-après désignés :

Dambé, né le 9 novembre 1975
 Kpiemane, née le 26 mars 1978
 Yendoukoi, née le 5 mai 1980

Paguedame, né le 29 mars 1983
 Mannal, né le 8 mars 1984
 Diopo, né le 11 avril 1985
 Tcholimim, née le 17 juin 1986
 Bloutchimim, née le 31 mars 1987.

Arrêté n° 711/MEF/CR du 7-12-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Pekemsi Afoua, née Simliwa, épouse de feu Pekemsi Ankou, soldat de 1^{re} classe, 4^e échelon, n° mle 3 134 du corps du régiment de la garde présidentielle (indice 380, pourcentage 29%), décédé le 15 avril 1986 en activité, une pension de veuve au taux annuel de quarante trois mille six cent soixante douze (43 672) francs.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée au taux annuel de cent dix huit mille huit cent quatre vingt quatre (118 884) francs.

La date de l'entrée en jouissance de la pension et de la rente prévues ci-dessus est fixée au 24 février 1990.

Il est également allouée sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée au taux annuel de huit mille sept cent trente six (8 736) francs pour compter du 29 juin 1987 à l'orphelin ci-après désigné :

Pawoumodom, né le 29 novembre 1983.

Cette pension est augmentée d'une rente temporaire d'invalidité fixée à vingt trois mille sept cent soixante seize (23 776) francs par an pour compter du 29 juin 1987.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, les émoluments attribués à l'orphelin sus-dénommé seront versés entre les mains de Mme veuve Pekemsi Afoua, née Simliwa, chargé de sa tutelle.

Arrêté n° 712/MEF/CR du 7-12-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Mensah-Assiakoley Araba (née Forson), épouse de feu Mensah-Assiakoley Komessan Fafa, ingénieur de classe exceptionnelle (indice 2 800, pourcentage 44%), décédé le 6 septembre 1987, une pension de veuve au taux annuel de quatre cent quatre vingt huit mille deux cent douze (488 212) francs pour compter du 1er octobre 1987.

Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1er octobre 1987 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Sewa, né le 8 avril 1971
 Télé, née le 29 mars 1973
 Odoe, né le 12 janvier 1979
 Kayissan, née le 29 avril 1981.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à quatre vingt dix sept mille six cent quarante quatre (97 644) francs pour compter du 1er octobre 1987.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés, seront versés entre les mains de Mme veuve Mensah-Assiakoley Araba (née Forson), administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 713/MEF/CR du 7-12-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 64%), dont 45%, imputable à la CRT, est allouée à M. Kombaté Kpiétibe, secrétaire d'administration principal, 2e échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 1 550), admis à la retraite.

Le montant annuel de ladite pension est fixé à cinq cent soixante treize mille seize (573 016) francs et payable comme suit :

- Vingt mille deux cent douze (20 212) francs sur les fonds de la CNSS pour compter du 1er juillet 1988.
- Cinq cent cinquante deux mille huit cent quatre (552 804) francs sur les fonds de la CRT pour compter du 1er janvier 1988.

Par application des dispositions de l'arrêté n° 551/MJ/FPT/MFE le trésor assure le paiement de la pension au titre des deux régimes et se fait rembourser par la CNSS la quote-part qui lui revient.

Il est également attribué à M. Kombaté Kpiétibe, une majoration pour enfant au taux de 25% de sa pension principale servie sur les fonds de la CRT au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

- Yendounhame, née le 15 mars 1960
- Donambiè, née le 19 août 1962
- Arzouma, née le 30 avril 1965
- Bassoubinin, née le 26 juin 1967
- Bananfan, née le 29 mai 1969
- Assibi, née le 22 mai 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente huit mille deux cent quatre (138 204) francs pour compter du 1er janvier 1988.

M. Kombaté Kpiétibe pourra prétendre, sur les fonds de la CRT, pour compter du 1er janvier 1988, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 10e rang) ci-après désignés :

- Kanfitin, né le 25 décembre 1971
- Kandjiébe, né le 6 avril 1974
- Djimbondjoa, né le 30 septembre 1975
- Kambarisoï, née le 23 juin 1978.

Arrêté n° 714/MEF/CR du 7-12-88 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de deux cent trente six mille neuf cent soixante douze (236 972) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Awizoba Alababani, caporal-chef, 5e échelon, n° mle 691 du corps du personnel du régiment interarmes (indice 575), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1988.

M. Awizoba Alababani pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 9e rang) ci-après désignés :

- Mondowé, née le 17 mars 1971
- Lalagnidou, née le 10 janvier 1974
- Essomana, né le 2 décembre 1974

- Piyalo, née le 8 février 1977
- Bédoudéna, née le 25 novembre 1979
- Biguétinèbé, né le 8 janvier 1982
- Essoham, née le 16 septembre 1983
- Hodalo, née le 11 mars 1985
- Essotchèlinam, née le 1er novembre 1987.

Arrêté n° 715/MEF/CR du 7-12-88 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de trois cent cinquante mille trois cent huit (350 308) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Atafai Abalo, sergent-chef, 4e échelon n° mle 0666 du corps du personnel du régiment parachutiste commando (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1988.

M. Atafai Abalo pourra prétendre, pour compter du 1er août 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

- Tchangani, né le 17 juin 1973
- Bozobèdou, née le 12 février 1975
- Naka, née le 7 mars 1977
- Donga, née le 18 décembre 1980
- Nèmè, née le 18 décembre 1980
- Manzamesso, né le 1er novembre 1987.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 9-12-88 à l'arrêté n° 31/MFE/CR du 31 janvier 1969 portant concession d'une pension militaire à M. Assi Rézan.

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 38%) au montant annuel de cent mille huit cent soixante seize (100 876) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Assi Rézan, sergent 5e échelon, n° mle 87 570 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 650), admis à la retraite.

L i r e :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 49%) au montant annuel de cent trente mille soixante seize (130 076) francs pour compter du 1er septembre 1968, de cent quarante trois mille quatre vingt quatre (143 084) francs pour compter du 1er janvier 1971, de cent cinquante sept mille trois cent quatre vingt douze (157 392) francs pour compter du 1er janvier 1974, de cent quatre vingt et un mille (181 000) francs pour compter du 1er janvier 1975, de deux cent huit mille cent quarante huit (208 148) francs pour compter du 1er janvier 1977, de deux cent vingt huit mille neuf cent soixan-

te (228 960) francs pour compter du 1er janvier 1980, de deux cent quarante mille quatre cent huit (240 408) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de deux cent cinquante deux mille quatre cent vingt huit (252 428) Frs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Assi Rézan, sergent 5e échelon, n° mle 87 570 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 650), admis à la retraite.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 9-12-88 à l'arrêté n° 470/MFEP/CR du 28 octobre 1970 portant concession d'une pension militaire à M. Agbonou Kossi (Christophe).

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 35%) au montant annuel de soixante mille trente-six (60 036) francs est attribuée sur le fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbonou Kossi (Christophe), soldat de 1re classe, 5e échelon, n° mle 21 004 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 420), admis à la retraite.

Lire :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de soixante huit mille six cent douze (68 612) francs pour compter du 1er août 1970, de soixante quinze mille quatre cent soixante douze (75 472) francs pour compter du 1er janvier 1971, de quatre vingt trois mille vingt (83 020) francs pour compter du 1er janvier 1974, de quatre vingt quinze mille quatre cent soixante douze (95 472) francs pour compter du 1er janvier 1975, de cent neuf mille sept cent quatre vingt douze (109 792) francs pour compter du 1er janvier 1977, de cent vingt mille sept cent soixante douze (120 772) Frs pour compter du 1er janvier 1980, de cent vingt six mille huit cent huit (126 808) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de cent trente trois mille cent quarante huit (133 148) francs pour compter du 1er janvier 1987, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbonou Kossi (Christophe), soldat de 1re classe, 5e échelon, n° mle 21 004 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

Le reste sans changement.

Rôles

Arrêté n° 665/MEF/AI du 15-11-88 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1988 ci-après :

<i>Budget Général</i>	
12 Yoto Taxe professionnelle	373 400
TC-IRPP	271 500
	<hr/>
	644 900

Budget Préfectoral

12 Yoto Taxe professionnelle	746 800	
TC-IRPP	277 500	
	<hr/>	1 024 300
		<hr/>
		1 669 200

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de un million six cent soixante neuf mille deux cents francs est fixée au 1er août 1988.

Arrêté n° 670/MEF/AI du 15-11-88 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1988 ci-après :

Budget Général

13 Yoto TSFCB	143 333	
14 Vo TSFCB	109 722	
	<hr/>	253 055

Budget Préfectoral

13 Yoto TSFCB	286 667	
14 Vo TSFCB	219 444	
	<hr/>	506 111
		<hr/>
		759 166

Arrêté n° 671/MEF/AI du 15-11-88 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes-impôts du mois de juillet 1988 ci-après :

Budget Général

92 Lomé IRPP-IMF	76 280	
ISN	65 101	
TC-IRPP	21 690	
	<hr/>	163 071
		<hr/>
		163 071

Arrêté n° 672/MEF/AI du 15-11-88 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1988 ci-après :

Budget Général

8 Kloto Taxe professionnelle	736 333	
	<hr/>	736 333

Budget Préfectoral

8 Kloto Taxe professionnelle	1 472 667	
	<hr/>	1 472 667
		<hr/>
		2 209 000

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions deux cent neuf mille francs est fixée au 1er août 1988.

Arrêté n° 673/MEF/AI du 15-11-88 — Est pris en charge le rôle de régularisation exercice 1988 ci-après :

Budget Général

15 Yoto IRTR	6 464 200	
		6 464 200
		<u>6 464 200</u>

Arrêté n° 674/MEF/AI du 15-11-88 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1988 ci-dessous :

Budget Général

15 Amlamé Taxe foncière	531 012	
16 Agou Taxe foncière	615 800	
		1 146 812

Budget Préfectoral

15 Amlamé Taxe foncière	1 062 025	
16 Agou Taxe foncière	1 231 600	
		2 293 625
		<u>3 440 437</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de trois millions quatre cent quarante mille quatre cent trente sept francs est fixée au 1er août 1988.

Arrêté n° 675/MEF/AI du 15-11-88 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1988 ci-dessous :

Budget Général

77 Lomé IMF-IRPP	89 050 312	
FNI	34 099 927	
IRPP	71 090 786	
ISN	9 626 379	
TC-IRPP	4 654 357	
		208 521 761

Budget Communal

77 Lomé TC-IRPP	84 000	
<i>Compte Hors Budget 410-100</i>		
77 Lomé Pénalités	15 000	
		208 620 761
		<u>208 620 761</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de deux cent huit millions six cent vingt mille sept cent soixante et un francs est fixée au 26 juillet 1988.

Arrêté n° 676/MEF/AI du 15-11-88 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1988 ci-dessous :

Budget Général

17 Kpalimé Taxe profes.	1 360 789	
18 -"- Taxe profes.	844 499	
19 -"- Taxe profes.	215 000	
		2 420 288

Budget Préfectoral

17 Kpalimé Taxe profes.	2 721 577	
18 -"- Taxe profes.	1 688 999	
19 -"- Taxe profes.	430 000	
		4 840 576
		<u>7 260 864</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de sept millions deux cent soixante mille huit cent soixante quatre francs est fixée au 1er août 1988.

Arrêté n° 677/MEF/AI du 15-11-88 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1988 ci-dessous :

Budget Général

5 Yoto Taxe foncière	505 875	
		505 875

Budget Préfectoral

5 Yoto Taxe foncière	1 011 750	
		1 011 750
		<u>1 517 625</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de un million cinq cent dix sept mille six cent vingt cinq francs est fixé au 1er août 1988.

Arrêté n° 678/MEF/AI du 15-11-88 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes-impôts du mois de septembre 1988 ci-après :

Budget Général

130 Lomé IRPP	265 419 637	
T/S	126 522 621	
TC-IRPP	3 176 235	
ISN	81 725 605	
F. NI d'Ap.	1 291 047	
F. sp. hab.	1 291 047	
		479 426 192
		<u>479 426 192</u>

131 Lomé IRTR	2 943 800	
132 Lomé Taxe P.	9 145 640	
133 Golfe Taxe P.	510 052	
134 Lomé TSFCB	290 222	
		12 889 714

Budget Communal

130 Lomé TCS	1 588 117	
132 Lomé Taxe P.	18 291 279	
134 Lomé TSFCB	580 445	
		20 459 841

Budget Préfectoral

133 Golfe Taxe P.	1 020 105	
		1 020 105
		<u>513 795 852</u>

Arrêté n° 679/MEF/AI du 15-11-88 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes-impôts du mois d'août 1988 ci-après :

Budget Général

120 Lomé IRPP	272 042 157	
ISN	93 612 285	
T/S	125 764 608	
TC/IRPP	3 253 395	
	<u>494 672 445</u>	
121 Lomé IRTR	38 658 049	
122 Lomé Taxe P.	11 257 262	
123 Golfe Taxe P.	86 900	
124 Tône Taxe P.	167 091	
125 Lomé TSFCB	323 888	
126 Tône TSFCB	23 333	
	<u>545 188 968</u>	

Budget Communal

120 Lomé TCS	1 628 697	
122 Lomé Taxe P.	22 514 525	
125 Lomé TSFCB	647 777	
	<u>24 790 999</u>	

Budget de Préfecture

123 Golfe Taxe P.	183 800	
124 Tône Taxe P.	334 181	
126 Tône TSFCB	46 667	
	<u>564 648</u>	
	<u>570 544 615</u>	

Arrêté n° 680/MEF/AI du 15-11-88 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes-impôts du mois d'août 1988 ci-après :

Budget Général

93 Lomé IRPP	299 662 431	
T/S	113 069 592	
ISN	72 912 682	
	<u>485 644 705</u>	
94 Lomé IRTR	28 917 725	
95 Lomé Taxe P.	26 637 612	
96 Golfe Taxe P.	8 240 810	
97 Lacs Taxe P.	18 187	
98 Lomé TSFCB	256 667	
99 Golfe TSFCB	10 000	
	<u>549 725 706</u>	

Budget Communal

93 Lomé TCS	4 204 265	
95 Lomé Taxe P.	53 275 223	
98 Lomé TSFCB	513 333	
	<u>57 992 821</u>	

Budget de Préfecture

96 Golfe Taxe P.	16 481 620	
97 Lacs Taxe P.	36 374	
99 Golfe TSFCB	20 000	
	<u>16 537 994</u>	
	<u>624 256 521</u>	

Arrêté n° 681/MEF/AI du 15-11-88 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes-impôts du mois de juillet 1988 ci-après :

Budget Général

101 Lomé IS (Autres stés d'Etat	25 000 000	
102 Lomé IRPP	104 647 352	
T/S	2 226 958	
ISN	28 576 077	
103 Lomé Taxe P.	8 398 899	
104 Golfe Taxe P.	58 434	
105 Wawa Taxe P.	4 000	
106 Tône Taxe P.	4 000	
107 Lomé TSFCB	65 000	
108 Golfe TSFCB	6 667	
	<u>168 987 387</u>	

Budget Communal

102 Lomé TCS	7 450 579	
103 Lomé Taxe P.	16 797 798	
107 Lomé TSFCB	130 000	
	<u>24 378 377</u>	

Budget de Préfecture

104 Golfe Taxe P.	116 869	
105 Wawa Taxe P.	8 000	
106 Tône Taxe P.	8 000	
108 Golfe TSFCB	13 333	
	<u>146 202</u>	
	<u>193 511 966</u>	

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Admission aux concours directs

Arrêté n° 935/MTFP-EC du 3-11-88 — Est rapporté en ce qui concerne Mlle Salako Ayawovi A. Lili (catégorie A2 — Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique) l'arrêté n° 0328/MTFP du 2 mai 1988.

Mlle Lomba M'Gbenta est déclarée admise aux concours directs de recrutement des fonctionnaires, session des 14 et 15 avril 1987 en remplacement de Mlle Salako Ayawovi A. Lili, défailante.

N.B. — Mlle Lomba M'Gbenta admise à ce concours, signera un engagement décennal.

Additif

ADDITIF du 17-11-88 à l'arrêté n° 828/MTFP du 3 octobre 1988 portant admission au concours de recrutement des professeurs de l'enseignement des 3^e et 4^e degrés (session des 8 et 9 septembre 1988).

Sont déclarés admis au concours de recrutement des professeurs de l'enseignement, les candidats dont les noms suivent :

ENSEIGNEMENT DU TROISIEME DEGRE**CATEGORIE A2***Mathématiques*

Après : 2°) Gbadamassi Osséni
Ajouter : 3°) d'Almeida Amah Séna
 4°) Nouwossan Komlan

Physique-Chimie

Après : 3°) Goyito-Mensah Akua

Français

Ajouter : 4°) Toutabizi Bassa

CATEGORIE A1*Mathématiques*

Après : 7°) Kouakou Ranzawoa Kodjo
Ajouter : 8°) Anwone Ounoh

Physique-Chimie

Après : 11°) Atakora Djah
Ajouter : 12°) Awokou Komlanvi
 13°) Kili Koffi Ani

Français

Après : 12°) Lawson-Body Dosseh Biova
Ajouter : 13°) Laré Lardja.

Le reste sans changement.

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE****Admission définitive**

Arrêté n° 74/MENRS du 12-10-88 — Sont déclarés définitivement admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale, session de 1987 par ordre de mérite, par degré et par spécialité, les candidats dont les noms suivent :

Enseignement du premier degré

Atsu Kodzogan
 Amegnonan Kossi
 Yamba Tani
 Apedoh Kossi.

Enseignement du deuxième degré

Abotsi Yao A. Z., spécialité histo-géo-français
 Alley Edzo K., spécialité histo-géo-français
 Hoamekpo Yity D., spécialité histo-géo-français
 Assiah Saya K. M., spécialité français-histo-géo
 Mawuna Dzogbenyui, spécialité français-histo-géo
 Atti Kokou, spécialité anglais-français
 Komi Dognonan K., spécialité anglais-français
 Toviaku T. Komlan, spécialité anglais-français
 Adzehun Komlan M., spécialité anglais-français
 Guemba Bayonna, spécialité math-sciences physiques
 Koua M'Tassa, spécialité math-sciences physiques
 Mouzou Essossimna, spécialité math-sciences phys.
 Bombama Dana, spécialité math-sciences physiques.

Enseignement du troisième degré

Alasane Taïrou, spécialité math
 Kponton Quam, spécialité allemand
 Laré Sambiani, spécialité français
 Amah Komlan, spécialité français
 Kpadénu Kodjovi, spécialité sciences naturelles
 Tchoukouli Amite, spécialité sciences naturelles
 Kudité Yakpo, spécialité sciences physiques.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 5 décembre 1987.